

EUROPE ACTION



LE COMLOT PERMANENT

Nous ne destinons pas nos enfants à
un monde bien heureux ni à un monde
parfait mais à la vie telle qu'elle est.

Jean Prévost



EUROPE ACTION

MAGAZINE DE L'HOMME OCCIDENTAL
68, rue de Vaugirard, Paris VI^e. Tél. 222.76.06

DIRECTEUR : *Christian Poinsignon.*
DIRECTEUR POLITIQUE : *Dominique Venner.*
RÉDACTEUR EN CHEF : *Jean Mabire.*
COMITÉ DE RÉDACTION : *Pierre d'Arribère, Coral, Jean Deni-
pierre, Jacques Devidal, Gilles Fournier,
Pierre Hofstetter, Pierre Lamotte, Guy
Lancelot, Pierre Marcenet, François d'Or-
cival, Loïc Kerarvor, Guy Persac, Henri
Prieur et Jean Muscat (Service Photo).*

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : *Fabrice Laroche.*
CORRESPONDANTS :
Espagne : *Antonio Bernardo.* Etats-Unis : *Pietr Wilkinson.*
Amérique Latine : *Erwin Ratz.* Italie : *Antonio Lombardo.*
Allemagne : *Wolfgang Silling.* Portugal : *Zarco M. Ferreira.*
Directeur de la publication : *Christian Poinsignon.* — Im-
primerie Dévé, Evreux. — Dépôt légal : avril 1966. — Périodicité
mensuelle. — Photographies de la couverture : *Keystone et
Office du Tourisme de Danemark (ci-contre).*

MONSEIGNEUR EST SERVI...

DOMINIQUE VENNER consacre ce mois-ci son **Editorial** (p. 5) à **Nationalisme et Progrès**. Le **ROMAN-PHOTO** de **L'AFFAIRE BEN BARKA**, (p. 6) grâce au **général De Gaulle**, met un point final à cet épisode. **Fabrice LAROCHE** évoque dans **Quatre semaines en France et dans le monde**, (p. 7 à 10) l'actualité du 15 février au 15 mars. **Jacques LAURENT** nous donne en **Tribune libre** (p. 11) son opinion, en toute indépendance. C'est à propos d'un livre de **Raoul GIRARDET** que **Jean MABIRE** consacre son article (p. 12 à 14) au **Nationalisme**, dont on pourra lire quelques citations de **précurseurs** (p. 15). Bien entendu, **Monseigneur le Comte de Paris**, qui figure en couverture de ce numéro et sur cette page-sommaire, ne sera pas oublié : **Guy LANCELOT** a interrogé **Jean BOURDIER** sur son dernier livre **Le Comte de Paris, un cas politique** (p. 16 à 18). Le deuxième chapitre de notre feuilleton, **l'Agence Gaullards et Cie** sera, sous la plume de **Jean DELORME**, consacré à **l'affaire du Bazooka et au réseau Debré** (p. 19 à 23). **Guy PERSAC** révèle les curieuses origines du **plan Loichot** (p. 24 et 25), tandis **Jacques Devidal** explique le **match Wyszanski-Gomulka** (p. 26 à 28). Nous lirons la préface que **Pierre CLOSTERMANN** a consacré au livre sur **Walter NOWOTNY : Le premier des Aigles** (p. 29). Un demi-siècle après **l'Easter Week**, **Roland GAUCHER** évoque le soulèvement nationaliste de Pâques 1916, en Irlande (p. 30 à 33). Après la rubrique des **Livres** (p. 34) et des **Films** (p. 35), un nouveau venu parmi nous **M. PICKWICK**, nous confie les pages inédites de son **Journal** (p. 36 à 38). La rubrique de **SOREX, Fichier secret** (p. 39 à 41), est, ce mois-ci, consacré à l'état-major de **François MITTERRAND**. Enfin, n'oubliez pas le **bulletin d'abonnement** (p. 42).



Complotteur permanent, le Comte de Paris joue Quitte ou Double sur De Gaulle

Photo Rey

COURRIER

Officier de cavalerie de 1949 à 1963, le capitaine Moinet était instructeur à Saumur en 1955 et 1956. Il commandait le 2^e escadron du 9^e régiment de hussards en Oranie, en 1959 et 1960. C'est en tant que spécialiste de cavalerie légère qu'il nous a adressé la lettre suivante :

C'est avec grand intérêt que j'ai lu l'article de Bertrand de Castelbajac : « *L'arme absolue* ». Je pense, comme lui, qu'à l'heure où l'armée brisée, muette et humiliée, sans moyens et sans ressources, fait face aux pires difficultés, il convient de repenser en profondeur, l'ensemble de nos problèmes militaires : techniques, structures, doctrines d'emploi, conception tactique et stratégie, car il nous faudra demain reconstruire l'outil que l'on aura sciemment détruit. Les plus terribles défaites sont souvent sources de réflexion, puis de rénovation. N'oublions jamais qu'à l'écrasement de 1870 a succédé l'armée de la Marne et qu'après la défaite de 1918 a été forgée l'armée allemande de 1940. Voilà pourquoi aujourd'hui, les conceptions de Bertrand de Castelbajac relatives à la cavalerie du ciel me paraissent particulièrement intéressantes. Loin de moi l'intention de vouloir en débattre longuement ici, mais je tiens à dire ma totale approbation à notre ami, pour les idées fondamentales qu'il a exposées, portant avant tout sur l'utilisation rationnelle de la troisième dimension. Depuis plus de dix ans à Saumur, bien des jeunes officiers instructeurs prônaient cette doctrine, impatientes de voir employer massivement les hélicoptères : aujourd'hui, ces idées ont pris corps en

Indochine. Je pense néanmoins que l'heure de l'aviation classique d'assaut n'a pas sonné. Aujourd'hui condamnée par une infrastructure ridicule et démesurée, elle verra sans doute sa vulnérabilité très réduite grâce à l'apparition prochaine d'appareils à décollage vertical et à la création de multiples pistes souterraines. Compte-tenu de cet indispensable appui du « ciel », le char de combat demeure lui aussi un outil non négligeable du corps de bataille. Mais il lui faut désormais se mouler dans un ensemble fort différent des lourdes divisions blindées d'hier. La division de cavalerie d'aujourd'hui se doit d'être une synthèse de moyens rapides et puissants, à base d'automitrailleuses et de chars amphibies, d'engins d'accompagnement légers, d'aviation d'appui direct, affectée et non pas adaptée, d'artillerie hélicotransportable, le tout étant « coiffé » par des hélicoptères légers, moyens et lourds, chargés des reconnaissances lointaines, des liaisons, de certains moyens de commandement, de soutiens immédiats, de franchissements rapides, de transports et de ravitaillements. Mais c'est bien dans l'esprit hélicoptère et non plus dans l'esprit char qu'il convient désormais de penser, de manœuvrer et d'exploiter le succès : donc de former les hommes et les cadres chargés de telles missions. Demain sans doute conviendra-t-il de rassembler nos expériences, nos études et nos travaux, afin de faire renaître une armée totalement rénovée à l'image d'un pays jeune enfin débarrassé de sa gangue vieillote et de la poussière de règlements surannées. Merci donc à Bertrand de Castelbajac.

Bernard MOINET



« Avez-vous remarqué la prolifération, ces derniers temps, de chansons plus ou moins « engagées », à la radio, ou à la télévision. Entre Gilbert Bécaud, Léo Ferré, René-Louis Lafforgue et Jean Ferrat, on n'a vraiment que l'embarras du choix ! Si tous avaient encore du talent, mais ce n'est pas le cas, et de loin. Les niaiseries de Bécaud sur les sous-développés, les roucoulements de Lafforgue sur les Noirs américains, sans compter le père

Duval dont vous avez déjà parlé, ni Henri Salvador et Joséphine Baker, sont en train d'orienter la chanson contemporaine sur la voie de la conscience universelle. Et voilà maintenant que s'installe le mode du « vietnik » américain Bob Dylan ! Ne pourriez-vous pas dire quelque chose sur ces chansons, dont l'intérêt reste à prouver ? »

Dr P. CAPITAINE,
Chartres.

Vous avez parfaitement raison d'attirer l'attention sur ces chansons, qui sont autant d'arguments pseudo-intellectuels maniés par le Régime et les marxistes. Dans ce numéro, vous trouverez un écho sur Bob Dylan. Nous projetons d'autre part un article sur ces deux aspects décadents de la musique de variétés : la chanson progressiste, et le rythme yé-yé.

E.A.

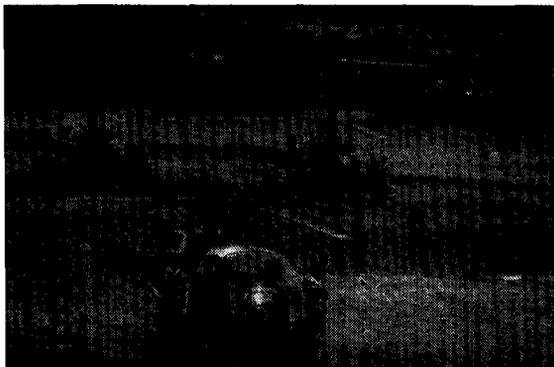


« En relisant votre numéro 36, la phrase suivante a retenu mon attention : « Que savent-ils de la grande aventure indo-européenne ? Que savent-ils des textes fondamentaux de leur race ?... » J'aimerais, quant à moi, en savoir davantage, et vous serai reconnaissant de m'indiquer des titres d'ouvrages (en langue française) susceptibles de me documenter sur ce sujet capital ».

Robert PERRIER,
Marseille.

Le meilleur ouvrage sur les Indo-Européens, et le plus accessible, est le livre de Nicolas Lahovary : Les peuples européens (la Baconnière). Il est malheureusement épuisé. Les autres titres généraux sont à lire avec un esprit critique, de par les controverses soulevées par chaque sujet, et les réticences des historiens officiels quand il s'agit de cette question. Vous pouvez cependant vous reporter à Georges Poisson : Le peuplement de l'Europe (Payot). Sur le plan religieux, voyez les livres de Georges Dumézil, et en particulier les dieux des Indo-Européens (PUF). Sur le plan linguistique, le classique (malheureusement très technique) d'Antoine Meillet : Introduction à l'étude comparative des langues indo-européennes.

E.A.



EDITORIAL



Nationalisme et Progrès

La deuxième révolution industrielle est commencée. Le satellite de télécommunications et la mémoire électronique en sont les piliers. L'Amérique en est le centre.

Cependant, à New-York, première ville des Etats-Unis, vitrine de la prospérité américaine, il est difficile de prendre un bain, l'alimentation en eau étant

insuffisante. Chaque nuit, le centre de la ville est livré à cent mille délinquants juvéniles. On enregistre un viol toutes les 6 heures, un meurtre toutes les 14, cent mille drogués, une police corrompue qui coûte 150 milliards d'ancien francs par an. Chaque jour une tonne de suie au kilomètre carré tombe du ciel. Depuis 1955, un million d'habitants d'origine européenne ont déserté la ville, remplacés par un million de noirs. Cette année, New-York est devenue une ville de couleur. Dans les écoles, les enfants blancs sont en minorité : 49 %. En 1970, 70 % de la population scolaire, donc de la future population adulte, sera noire.

Sept Américains sur dix vivent actuellement dans des villes dont les difficultés seront bientôt comparables. New-York préfigure le monde de demain. Nous entrons dans l'ère néo-technique. Nous allons voir se transformer en quelques années nos modes d'existence. Les Etats-Unis sont en avance sur nous. Leurs cosmonautes conquièrent le ciel mais leurs villes deviennent un enfer.

Les technocrates, enivrés par la puissance que leur procure le progrès foudroyant de la technologie, voient dans l'uniformisation générale, prôchée par l'intelligentsia universaliste, le meilleur moyen de conserver le monopole de ce nouveau pouvoir.

Les technocrates d'aujourd'hui ne diffèrent pas des capitalistes d'hier. Ce sont les profiteurs du travail des autres, les réactionnaires de l'époque moderne.

La première révolution industrielle entreprise par les capitaines d'industrie au XIX^e siècle, exigea de la grande masse de ceux-ci d'effroyables sacrifices. La seule justification résidait dans la création d'un grand nombre de richesses élémentaires et dans l'espoir d'une équitable distribution. Cette révolution était quantitative.

Bien des choses restent encore à faire. Cependant les besoins élémentaires sont dans l'ensemble satisfaits. Cela explique d'ailleurs l'affaiblissement des mouvements de revendication sociale.

Aujourd'hui, nous entrons dans l'ère de la nouvelle révolution industrielle, celle de l'électronique. Elle n'a pas pour but de multiplier par cent les biens de première nécessité. C'est un fait que nos contemporains s'intéressent plus à la préparation des vacances qu'à celle d'une hypothétique guerre sociale. La question pour les travailleurs n'est plus : comment ne pas mourir de faim ? mais : comment atteindre le bonheur ? La nouvelle révolution industrielle sera qualitative.

C'est là que deux conceptions du monde s'opposent irrémédiablement. L'une postule que l'intelligentsia mondialiste sait mieux que nous le genre de bonheur qui nous convient. Elle entend nous le faire découvrir, par persuasion ou contrainte, au travers de la laideur, de l'ennui et de l'uniformité. L'autre conception fonde le bonheur sur l'accord entre la sensibilité individuelle et les créations originales de tout un peuple. Elle se manifeste au travers d'un style de vie et de l'affirmation de l'individualité.

La première conception est aujourd'hui toute puissante. Elle s'oppose à l'évolution, aux nécessités vitales de l'âge néotechnique. C'est une conception rétrograde. L'autre, est celle du plus vieil et du plus jeune Occident. C'est la conception du Nationalisme, celle du progrès.

**DOMINIQUE
VENNER**

EUROPE-ACTION

est en mesure d'offrir à ses lecteurs toute la vérité sur l'affaire Ben Barka. Plutôt que de faire appel à des témoins suspects, nous avons préféré vous donner la seule, la vraie, la triste vérité. Aussi avons-nous fait appel au Chef de l'Etat lui-même. Aux photos prises sur le vif pendant sa dernière conférence de presse, nous avons joint le commentaire d'usage.

(Photos Rey)



— I —
Il était une fois



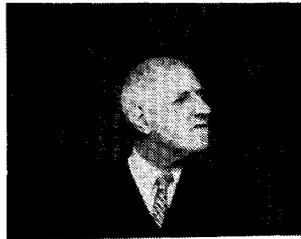
— II —
d'affreux opposants



— III —
décidés à tout



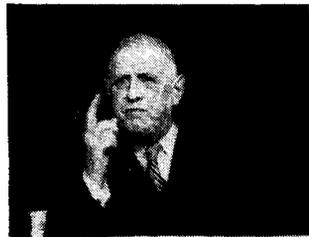
— IV —
pour me nuire.



— V —
Plaît-il ?



— VI —
Silence !



— VII —
Un colonel O.A.S. et



— VIII —
un rescapé de Vichy,



— IX —
toujours eux !



— X —
enlevèrent Ben Barka



— XI —
et suicidèrent Figon.



— XII —
Comme ça... Pan !

**UNE EXCLUSIVITÉ D'EUROPE-ACTION
LE ROMAN-PHOTO DE L'AFFAIRE**

QUATRE SEMAINES DANS LE MONDE

En arrivant aux studios de l'O.R.T.F., pour le débat *Face à face*, M. Waldeck-Rochet est tranquille. Secrétaire du parti communiste, c'est la première fois que le Pouvoir lui donne accès à la télévision. Il ne laissera pas passer l'occasion. Devant les questions des journalistes de *l'Express*, du *Monde* et de *la Vie française*, il est bien décidé à s'en tenir à ce qu'il a préparé. Les papiers qu'il porte dans sa serviette ont été mis au point et corrigés par le Comité Central. Comme il va le dire tout à l'heure, son opinion engage le P.C. Il n'est pas venu pour discuter. Il va réciter sa leçon.



**LE COMMUNISME
A-T-IL VRAIMENT
CHANGE DEPUIS
OCTOBRE 1917 ?**

La leçon de M. Waldeck-Rochet tient en quelques articles. Ce sont les arguments électoraux du parti, à l'approche des législatives. Avant lui, Roger Garaudy à la « Semaine de la Pensée marxiste », Louis Aragon dans *l'Humanité*, les ont, eux aussi, exposés avec soin. Ils ont nom : pluralisme des partis dans le cadre d'une société socialiste, passage pacifique à cette forme de société, indépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S., libéralisme en matières culturelle et artistique.

A l'annonce de ce programme, M. Maurice Duverger s'est cru autorisé à reprendre l'une de ses vieilles thèses. Cela fait trois ans qu'il l'expose, avec autant de clarté dans la forme, que d'erreur dans l'idée. La crise de la gauche, remarque M. Duverger, vient du fait qu'elle ne peut rien sans les communistes, mais qu'elle se refuse à s'y allier tant qu'elle en a peur. C'est la peur des nouveaux Mencheviki devant un autre coup de Prague. Or, par la grâce de M. Waldeck-Rochet et de ses amis, le jour ne vient-il pas où cette peur sera vaine, et volontairement abolie ? En se libéralisant, le P.C. ne rassure-t-il pas l'opinion, en même temps qu'il rend possible une véritable opposition de gauche ?

L'analyse est fautive à plus d'un égard. D'abord, la gauche n'est pas toute entière animée d'un désir d'opposition, tant s'en faut. Ensuite, de ce que les communistes ont perdu leur potentiel révolutionnaire, on ne saurait déduire qu'ils y renoncent. En réalité, le P.C. s'est rendu compte que les transformations de la société lui demandent autre chose que des promesses de Parousie prolétarienne. Ses nouvelles positions ne sont pas volontaires ; les circonstances les lui ont imposées. Elles s'effaceront dans la proportion que ces circonstances sembleront elles-mêmes s'atténuer, ramenant ainsi le commu-

nisme français, à cette alternance du dogme et de la réalité, qui fait déjà la vie quotidienne à Moscou.

Les communistes du carrefour Châteaudun ont beau jeu de se prononcer par la liberté culturelle, et M. Aragon d'affirmer sans rire « le marxisme n'est pas un dogme ». Ces déclarations sont purement formelles, tant que leurs auteurs n'ont pas les moyens de les appliquer. Il en va autrement ensuite.

Ainsi en U.R.S.S., où les écrivains Siniavski et Daniel ont été condamnés à 5 et 7 ans de camp de concentration. Ils avaient publié, à l'Ouest, des écrits que les édiles de *Novy Mir* ont déclaré anti-soviétiques, blasphématoires à l'égard de Marx, hérétiques au regard de son évangile. Leur condamnation ramène étrangement l'Union soviétique, d'autre part en évolution certaine, à un ancien stalinisme qu'il n'est pas heureux d'oublier. Cela ne préjuge d'ailleurs pas l'évolution de leur cas. Avant eux, Gorki ou Ehrenbourg furent aussi accusés de sortir de l'orthodoxie, et Cholokhov, récent prix Nobel, se vit taxé d'antisémitisme.

Au procès, l'écrivain Eremine a annoncé sérieusement que Daniel et Siniavski « augmentaient les risques de guerre ». C'est surtout dans le camp communiste qu'elle s'est déclenchée. On a ainsi pu voir Aragon prendre occasion de l'événement pour prouver la bonne volonté électorale de son parti, en dénonçant « le délit d'opinion transformé en crime d'opinion ». *La Pravda* lui a répondu d'un ton acerbe ; *l'Humanité*, que le régime français ne saisit plus depuis longtemps, a été interdite à Moscou !

**VERS LE « TROISIEME
TOUR » DES ELECTIONS**



Devant la Quatrième Convention des Institutions Républicaines, réunie à Lyon, M. François Mitterrand a proposé de créer un contre-gouvernement. Il permettrait, à la gauche, selon lui, d'envisager plus rapidement les législatives. Les communistes s'y opposent évidemment. Fixer, avant le scrutin, les points qui leur reviennent, sans qu'ils puissent estimer ce que valent leurs suffrages, n'est pas de leur goût. Aux enfantements difficiles de la Fédération, ils préfèrent décidément poursuivre leur dialogue tranquille avec la S.F.I.O.

La mode anglaise a, en tout cas, fait irruption en politique. Au shadow-cabinet de M. Mitterrand répond le grand parti conservateur de M. Giscard d'Estaing, et les espérances identiques de tous ceux qui suivent aussi cette voie stérile et monotone.

Le Mouvement nationaliste du Progrès, quant à lui, renforce ses structures. Son Congrès a lieu le 30 avril. Les formations qui le composent, ont déjà des délégations dans chaque département. Des

Commissions provisoires ont été créées. A Paris, les premières grandes réunions d'arrondissements étaient présidées par M. Ferdinand Ferrand, membre du Comité d'organisation.



IL N'Y A PLUS D' AFFAIRE BEN BARKA

Dans sa conférence de presse, De Gaulle a apporté le point de vue officiel sur l'Affaire. Enfin s'est trouvé élucidé l'un des mystères les plus irritants de ce temps : il n'y a jamais eu d'Affaire Ben Barka ! Grâce à De Gaulle, la France a fait justice des fables entretenues dans son esprit. L'Affaire Ben Barka n'a pas eu lieu. Ce sont les hommes de presse, les journalistes dont vient tout le mal, ceux qui prennent des photos ridicules du général-président et se refusent à recopier *la Nation*, qui ont tout inventé à l'intention des amateurs trop complaisants de James Bond et des romans de M. Ponchardier. Nous voilà donc informés !

Comme il reste pourtant une enquête en cours, on s'est consciencieusement appliqué à l'enterrer. On a profité de la maladie du juge Zollinger, gagné à son tour par l'épidémie mystérieuse qui avait déjà touché le commissaire Caille, M. Morvan, du SDECE, et le général Jacquier. Rien n'étant très sain dans cette affaire, il était fatal que ceux qui s'en occupent finissent par être contaminés. Le moteur de l'Etat est si grippé, qu'il était inévitable que les moindres rouages fussent atteints.

Autre point important de la conférence gaulliste, la volonté confirmée de l'Elysée, de reprendre ses puerilités internationales.



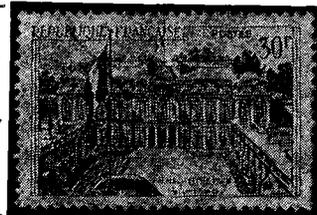
LA COOPERATION AVEC BOUMEDIENNE ET BOURGUIBA MARCHE BIEN

Cela a commencé avec l'Afrique du Nord. On sait que, depuis trois ans, la France et l'Algérie s'épuisent en accords qu'à peine signés, elles s'affairent à rendre caducs. Evian est loin, mais la situation est la même. C'est pourquoi les deux pays « reviennent ensemble des négociations ». Les exigences du F.L.N. sont toujours aussi dures : chantage sur la base d'Hammaguir, menaces de faire porter sur le pétrole les conséquences d'une « attitude négative » dans d'autres domaines, etc...

S'y ajoute la reprise des bonnes relations franco-tunisiennes. Reprise prévisible depuis quelques mois,

et que la réception chaleureuse de l'ambassadeur Masmoudi par De Gaulle a finalement consacré. Certes, il reste un passif à régler, en l'occurrence l'indemnisation des Français spoliés. Mais visiblement, dans cette « escale de sympathie », la chose est secondaire. M. Bourguiba voudrait nous voir acheter son vin. Il n'y aura qu'à prélever les indemnités sur les revenus de vente ! Finalement, c'est encore la France qui paiera.

O.T.A.N. EN EMPORTE LE VENT



Enfin, De Gaulle s'est à nouveau senti des humeurs de « troisième force » asiatique. Il est en froid avec Washington, et pense garantir ainsi son intégrité de négociateur au Viet-Nam. Le voici donc qui assure Ho-Chi-Minh de ce qu'il est favorable à l'arrêt des combats, à l'exclusion « de toute solution militaire ». Et Pékin se frotte les mains. Mais le voici aussi qui tance les Etats-Unis, dans une lettre au président Johnson. Et Johnson hausse les épaules.

Rien de pire que ce silence. Celui qui provoque attend toujours réponse à sa provocation. Le silence, qui est une force, l'agace, et c'est le même qui provoque à nouveau. Cela n'a pas entraîné. De Gaulle l'a annoncé : la France entreprend la « révision de son attitude » à l'égard de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, c'est-à-dire qu'elle rompt avec l'O.T.A.N.

U.S. GO HOME ! LA GAULE AUX GAULLISTES



Ce n'est pas d'aujourd'hui que De Gaulle s'oppose à la conception américaine d'une défense stratégique globale de l'Occident, sous l'égide du pays le plus fort. Il l'annonçait dès 1959. A première vue l'attitude pourrait sembler positive, si elle se doublait de propositions de rechange, concernant la constitution d'une force militaire intégrée. L'Europe serait partenaire et plus seulement filiale de la puissance américaine. Mais le Pouvoir n'y pense pas. Il réagit sur des humeurs. Il rêve du siècle dernier, quand une défense nationale pouvait encore défier le monde entier.

Demande a donc été faite à M. Johnson d'évacuer les bases américaines en France. Là encore, il n'y aurait rien à redire si l'on restait aux apparences. Le temps des occupations anachroniques est révolu. Mais il faut voir plus loin. Une telle exigence aura des conséquences graves. Rétorsion économique d'abord : bien mal placée déjà, la France devra renoncer à participer à la révolution industrielle ●

cours. Quant aux gouvernements aux ordres de Washington, Bonn et Londres, ils se croiront en droit d'exiger de leurs protecteurs de nouvelles garanties, vraisemblablement nucléaires. Ce sera la relance du problème allemand, avec tout ce que cela comporte. Est-ce cela que De Gaulle veut régler, en se rendant, en juin, à Moscou ?

Dans son attitude à l'égard de l'Europe, De Gaulle se comporte comme un tenant du XIX^e siècle. C'est en cela qu'il est homme de droite. Il a, pour faire la politique des progressistes, la mentalité la plus réactionnaire. Les conflits entre Européens ne l'effrayent pas. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il ait, à sa manière, fait célébrer l'anniversaire de la bataille de Verdun.

Des cérémonies ont eu lieu à Verdun, souvenir des combats qui s'y déroulèrent. Rien de plus normal, rien de plus nécessaire. L'héroïsme, le courage ne peuvent s'oublier. Mais il y a tout lieu de regretter le ton du cérémonial.



**LES VRAIS VAINQUEURS
DE LA GRANDE GUERRE**

Ce sont les hommes qui ont fait la première guerre mondiale qui sont admirables. Ce n'est pas la guerre elle-même. Les seules guerres belles en elles-mêmes sont celles où l'Occident entier se sauve et se défend. De 1914 à 1918, il s'est épuisé.

La Grande Guerre fut un affreux carnage où par milliers tombèrent des élites qui manquent aujourd'hui à l'appel de l'Occident. Elle fut avant tout un grand conflit civil européen. La « jeunesse héroïque du monde » s'y trouva aux prises, par « un commun idéal », comme le disait Romain Rolland en 1916, vingt ans avant d'écrire à Daladier que son pacifisme humanitaire cédait le pas aux exigences de l'heure.

S'il n'avait pas été animé par la passion chauvine, qui est le contraire du Nationalisme, le Régime aurait pris cet anniversaire pour jurer la fin des combats entre hommes de même race. Le temps de la ligne bleue des Vosges est terminé. Le front de combat s'est reporté à Prétoria, à San Francisco et à Vladivostock. Mais pour dire cela, il eût fallu un Régime que n'anime pas la boulimie nécrophile. Que le général que nous subissons depuis sept ans se satisfasse des récits militaires encensés par le goupillon, soit. Il aurait fallu autre chose. Pour faire oublier les barbouzes, il aurait fallu que M. Sanguinetti n'assure pas la transition.



**BOB KENNEDY
« MENDES-AMERIQUE »**

Pour en revenir au Viet-Nam, front d'aujourd'hui

où les combats se poursuivent, la vie politique américaine continue d'en être bouleversée.

En demandant publiquement la reconnaissance du Viet-Cong, dans la perspective d'une négociation générale, Robert Kennedy a fait un geste politique de grande portée. Il est devenu du même coup le chef de file des anciens adversaires de Goldwater, qui ne se satisfont plus de Johnson. C'est un Mendès-France à meilleure allure, c'est certain, mais dont les idées n'ont guère changé.

Jusqu'ici les milieux officiels américains trouvaient de bon ton d'ignorer le Viet-Cong. En le prenant au sérieux, « Bob » Kennedy rompt définitivement avec la Maison Blanche et le Département d'Etat. Ses amitiés avec les Noirs, les pays de l'Est, et les *vietniks* ne sont pas d'hier. C'est déjà beaucoup pour un politicien qui a commencé comme conseiller juridique de Mac Carthy. Mais tout n'est pas si simple. La guerre du Viet-Nam n'a pas, aux E.U. que des partisans à droite, ni que des adversaires à gauche.

Kennedy junior a de l'audace, de la prestance, et de l'ambition. Il a aussi derrière lui tout le clan Kennedy. La bataille qu'il engage aujourd'hui se terminera par une élection. Et il le sait.

**LA FAIM ET
L'OCCIDENT
COUPABLE**



En plus de ses efforts de guerre au Viet-Nam, l'Amérique doit aussi faire face à l'Inde affamée. La famine en Inde est, il faut le dire, l'opération du trimestre. Il a fallu qu'un responsable de la F.A.O. dise lui-même, à Rome, qu'il s'agissait en fait d'« une grande disette, tout au plus », pour qu'on saisisse toute la portée de la mystification. D'un continent à l'autre, la presse et la télévision se sont relayées. Et ses éditions spéciales de rouler, les appels d'être lancés.

Le Vatican et le Secours catholique donnent l'antienne. L'O.R.T.F. et l'O.N.U. reprennent le refrain. Le thème n'est ni original, ni compliqué : nous sommes tous concernés ! La conscience universelle nous communique la responsabilité des autres. Il nous faut donner pour un prochain qui n'est jamais proche. Au nom du Département d'Etat, M. Hubert Humphrey a déjà donné : 100 millions de dollars à New-Delhi, sous forme de prêt !

Que la misère soit déplorable, même scandaleuse, on peut le reconnaître. La faim est une injure à ceux qui la permettent. Dans une communauté donnée, s'entend. Mais au plan de ces communautés, en quoi l'Occident serait-il responsable de la sous-capacité des autres ? Il faut que les vraies causes soient considérées. L'Indien qui meurt de faim auprès des vaches sacrées, qui respecte la vie des bêtes mais pas celle des Pakistanais, qui répugne à l'agriculture, ou au contrôle des naissances, pour ne pas déplaire à ses divinités, n'a pas à rendre responsable l'Occident. C'est en lui-même que sont les maux dont il se plaint.



**DESORDRE AU
PROCHE-ORIENT :
LE BAAS ENTRE
LE NASSERISME
ET
LE COMMUNISME**

La même déformation d'esprit, qui consiste à juger selon soi-même, amène l'Occident à s'interroger sur les motifs idéologiques du dernier coup d'Etat syrien. Or, depuis mars 1949, et surtout depuis sa rupture avec l'Égypte, en 1961, la Syrie n'a pratiquement connu que des coups d'Etat. En 1963, sous l'influence d'un homme comme Michel Aflak, le Baas avait semblé trouver une voie entre nasserisme et communisme. Mais, dès son Congrès de 1964, il glissait vers le marxisme.

Le coup de force de fin février a renversé la direction du Baas, accusée de concessions à l'impérialisme, ce qui justifie en général tous les coups d'Etat du Tiers-Monde. Au fond, il faut bien y faire la part de l'instabilité arabe. La contagion de la violence au Proche-Orient tient à une constitution héréditaire, plus qu'à une constitution politique.

Les Chinois ont-ils, cependant, influé sur l'affaire ? M. Bitar, qui a été renversé, avait pris ses distances avec Pékin. La propagande chinoise en Syrie n'en était pas moins intense ; l'avocat Jacques Vergès, animateur pro-chinois de *Révolution*, l'a souvent signalé. La nouvelle équipe syrienne serait donc plus favorable aux thèses de Pékin.



**LA NEGRITUDE
AU POUVOIR
ET EN EXIL**

Coup d'Etat en Syrie, crise indonésienne, guerre civile à Saint-Domingue, guerre tout court au Viet-Nam, la liste des violences n'est pas close. Avec la chute de N'Krumah, au Ghana, l'Afrique noire a connu, elle aussi, son coup d'Etat.

En huit ans d'indépendance, N'Krumah avait vite oublié ses études aux Etats-Unis, et ses relations anglaises. Replongé dans la négritude, il était devenu l'*Osagyefo*, le sauveur, Messie noir incarné, rédempteur du continent. Dans son palais d'ivoire de Christianbord, tout de glaces et de dorures, il avait mis au point la version négrifiée du marxisme, le « consciencisme ». Sa garde secrète était russe, sa force-clandestine chinoise. Syndicats, étudiants, presse, opposition, armée, il avait tout muselé, tout épuré. Il avait sa statue à tous les carrefours. On

apprenait son nom et ses commandements dans les écoles. C'était aussi le chef d'Etat africain le plus favorable à la Chine, et c'est en route vers Pékin qu'il a été déposé.

Comme après d'autres crises récentes, les Etats-Unis ont dit leur satisfaction. La CIA a-t-elle joué un rôle ? C'est possible. Elle a toujours préféré les despotes à corrompre aux dictateurs inachetables. Mais les Etats francophones accusent aussi les services de M. Foccart, déjà revenu en Afrique changer ses idées des turbulences de l'Affaire Ben Barka.

Le nouveau régime est inodore mais non sans saveur. Il a toutes les caractéristiques du précédent, l'autorité et le Messie en moins. Pour l'instant, il s'affaire surtout à organiser d'innombrables mises à mort simulées de ce petit serf, de la tribu des Nzimé, enterré ou incinéré avec ravissement !

**WILSON SE PORTE MOINS
BIEN QUE IAN SMITH**



La chute de N'Krumah est le sixième coup d'Etat africain en trois mois. Et voilà trois mois que la Rhodésie est indépendante. Le rapprochement n'a pas dû plaire à M. Harold Wilson.

Mais comme beaucoup de choses lui déplaisent, il s'est décidé à avoir le cœur net sur ce qu'on pense de lui. Après un mois de réflexion, il a fixé les élections générales au 31 mars. L'Afrique du Sud aura les siennes la veille, et les amis de Verwoerd et de Ian Smith sont déjà assurés de leur succès. Le Premier Ministre travailliste ne peut en dire autant.

Depuis trois mois, la situation de M. Wilson était difficile. Sa majorité parlementaire était réduite et soumise à l'appoint libéral. Il devait faire face à un parti conservateur de plus en plus critique sur la question rhodésienne. L'aile gauche de son parti l'accusait de n'être pas assez ferme. Pris entre les uns et les autres, M. Wilson était incédis.

L'élection partielle de Hull, fin janvier, vint lui fournir un test. Les travaillistes l'emportèrent haut la main. Mais était-ce un test concluant ? Hull ne reflète pas toute la géographie électorale du pays. D'où l'hésitation du Premier Ministre. S'il s'est finalement décidé, c'est surtout que le temps, à coup sûr, joue contre lui.

A l'heure de ces lignes, nous ignorons le vainqueur du scrutin. M. Wilson, sans doute. Son jeu n'aura pas été fait d'avance. Son succès ne serait qu'à demi gênant : l'opposition conservatrice ferait porter ses critiques sur l'affaire rhodésienne. Défaits, les travaillistes ne pourraient évidemment en faire autant. Il y a tout lieu, au contraire, de douter de la bonne volonté des *tories* à l'égard de Salisbury. Dans un cas comme dans l'autre, Ian Smith ne saurait donc être mécontent. Wilson perdant sera tombé sur la Rhodésie. Gagnant, il n'aura qu'à faire face à de nouveaux ennuis.

Fabrice LAROCHE



DE GAULLE LE MONDE ET L'EUROPE

par Jacques LAURENT



Photo Jean Muscat

RAOUL GIRARDET vient de publier un petit livre admirable sur l'histoire du nationalisme. Ce qui en ressort d'abord, c'est que le nationalisme français est relatif. Il n'a pris les formes aigues qui ont été les siennes, à la veille et au lendemain de la guerre de 14, que par rapport à une menace allemande qui était étouffante.

Ce que comporte le nationalisme (l'exès d'une certaine prédilection, l'apologie de la classe militaire, la xénophobie, l'obsession de la vigilance, un culte pointilleux d'une tradition particulière frénétiquement distinguée, etc...) a freiné le génie de la France qui était universel. Je ne m'en plains pas : la survie de ce génie gravement menacé exigeait ce frein. Il fallait payer le prix. C'était la rançon.

Cette situation aurait pu se répéter si la France, insensible aux menaces de l'O.N.U. et aux furieux balbutiements de la cons-

cience mondiale, avait pris le risque de considérer inébranlablement comme français ses départements africains. Alors, pour tenir, il aurait fallu s'incliner devant toutes les exigences du nationalisme. Ce risque n'a pas été pris.

Nous assistons en ce moment à une offensive gaulliste contre l'Europe, contre l'alliance atlantique. Or, elle n'est justifiée du Figaro Littéraire à la Nation que par le culte du nationalisme. Nous en sommes arrivés à ceci : la défense de l'intégrité du territoire, qui est le fondement du nationalisme, est considéré comme désuète, mais le chauvinisme est à l'honneur. La cause est abolie, mais son effet le plus fâcheux devient religion d'Etat.

La politique qui consistait à évacuer des positions lointaines parce que leur défense compromettrait la vocation européenne de la France, se défendait. La

France avait des raisons pour renoncer au Monde et se consacrer à l'Europe ; ces raisons avaient une valeur. Ce qui se produit nous montre que ces raisons n'ont jamais mû le gouvernant de ce pays. Du coup sa politique algérienne et sa politique européenne apparaissent également absurdes. Mais ce qui est absurde, si l'on se place du point de vue d'une nation, ne l'est pas du tout si on le considère avec les yeux d'un homme qui s'amuse. Il lui a plu d'apprendre à vivre aux Pieds-Noirs, qu'il soupçonnait de Pétainisme ; il lui plaît d'apprendre à vivre aux compatriotes d'un Roosevelt qui s'était permis de traiter légèrement le mythe gaulliste.

Il n'y a d'absurde que la licence donnée à un individu de se servir de quarante millions d'hommes pour apaiser ses humeurs.



JEAN MABIRE



Photo Jean Muscat

RAOUL GIRARDET
Le nationalisme français 1871-1914

A propos d'un livre de Raoul GIRARDET

L'HOMME qui venait de prendre la parole avait l'éloquence facile d'un professeur. Mais le ton, l'élan, la chaleur appartenaient à un partisan plus qu'à un universitaire. C'était à l'automne 1962. L'Algérie française avait été assassinée quelques mois auparavant. La politique devait être la continuation de la guerre par d'autres moyens et le Clausewitz qui nous l'expliquait, c'était l'ancien résistant Raoul Girardet. Un visage d'enfant fatigué. Des idées claires, très claires. Et un peu surprenantes pour des « activistes ». Si je me souviens bien, Raoul Girardet, ce jour-là, nous a parlé longuement de l'œuvre de Renan et de *La Réforme intellectuelle et morale*.

Son dernier livre, paru aux éditions Armand Colin, sous le titre : *Le nationalisme français, 1871-1914*, rejoint parfaitement cette intervention. Il l'éclaire et il la complète.

Il ne faut pas pousser trop loin les comparaisons. Mais enfin, on peut rapprocher les dates de 1871 et de 1962, établir un parallèle entre les provinces perdues d'Alsace-Lorraine et d'Algérie, entre le sang des communards au Père-Lachaise et celui des pieds-noirs rue d'Isly, entre le colonel Rossel et le lieutenant Degueudre.

Les causes d'une défaite ne sont jamais uniquement militaires ni même politiques, elles sont aussi intellectuelles et morales. Il importe alors de tout remettre en question, de comparer les traditions et les réalités, et de se demander ce que signifient certains mots.

Tandis que la Gauche se divise sur des questions doctrinales, la Droite ne se déchire que pour des options sentimentales. Girardet lui propose ce qu'elle déteste le plus : réfléchir, abandonner ses préjugés et surtout s'adapter au monde moderne.

Si le nationalisme qu'il évoque appartient au monde des « passions mortes », le mot de nationalisme n'en connaît pas moins aujourd'hui une fortune singulière. Qu'on ricane d'eux ou qu'on les assomme à coups de tessons de bouteille et de barres de fer (comme à la Sorbonne, le 10 mars dernier), des jeunes gens se proclament aujourd'hui militants nationalistes. Et ils se font entendre aussi bien au Quartier Latin qu'aux Usines Renault, dans les fermes de

Vendée que par les rues de Saint-Denis.

Aucun de ceux qui aujourd'hui se battent pour la cause du nationalisme ne peut ignorer ce qu'a signifié ce mot pour leurs aînés, même s'ils lui donnent un sens très différent.

Nationalisme a signifié tout aussi bien « patriotisme Jacobin » que « impérialisme monarchique ». Au XIX^e siècle, il englobe deux notions différentes : d'une part, l'amour prioritaire et même exclusif de sa propre nation et, d'autre part, la



LA REVANCHE

reconnaissance d'un principe général. C'est Barrès qui ainsi a très justement évoqué « la querelle des nationalistes et des cosmopolites ».

Raoul Girardet distingue d'autre part un nationalisme des « nationalistes », c'est-à-dire de ceux qui acceptent cette étiquette, et un nationalisme de fait, celui de ceux qui font du nationalisme comme M. Jourdain faisait de la prose. Il précise également, dans le titre même de son essai, qu'il s'agit de nationalisme français, ce qui restreint obligatoirement son sujet.

Parallèlement au nationalisme français, il a existé tout au long de l'Histoire des nationalismes provinciaux et un nationalisme continental. On peut parler de nationalisme breton et de nationalisme européen (et des hommes qui sont morts pour ces nationalismes-là imposent qu'on en parle au moins avec gra-

tivité — il faut lire à ce sujet les deux essais de Paul Sérant parus chez Laffont : *Les vaincus de la Libération* et *La France des minorités*).

Ces nationalismes-là, les plus petits comme le plus grand, s'opposent au nationalisme français qui n'est plus alors qu'un moyen terme, une étape, et non plus une fin en soi.

Mais, s'ils diffèrent sur le plan étroitement politique, tous les nationalismes se rejoignent sur le plan philosophique : à quelque communauté qu'ils s'appliquent, ils marquent un même refus de l'universalisme. Ils sont une réaction d'individualisme à l'échelon d'un groupe naturel, une soumission aux lois du sang et du sol.

Le livre de Raoul Girardet se compose d'un avant-propos (une trentaine de pages) et d'un choix de textes, très abondamment commentés. Il était nécessaire de rappeler que le premier nationalisme fut l'héritier du jacobinisme guerrier, plutôt que de ces quarante rois qui firent la France. Pour les Républicains, au début du XIX^e siècle, la monarchie et ses émigrés revenus de Londres ou de Coblenz, cela signifiait le cosmopolitisme tout autant que l'absolutisme. Le socialiste-national Napoléon III brouilla un peu les cartes mais, après Sedan, tout semblait redevenu clair. La III^e République allait grandir dans l'idée nationaliste de la Revanche. L'expansion outre-mer allait couronner l'entreprise mais diviser les esprits : la Gauche étant favorable au colonialisme, tandis que la Droite s'y opposait au nom de la mission européenne de la France.

Il est passionnant d'étudier l'évolution parallèle des deux grands courants politiques français anti-parlementaires du siècle dernier (anti-parlementaire signifiant anti-bourgeois et anti-financier) : dans le courant national, après le Boulangisme, les Conservateurs dominent peu à peu les Républicains : la Droite monopolise un sursaut né à Gauche. Dans le courant socialiste, c'est exactement l'inverse :

après la Commune, les Marxistes surclassent peu à peu les Proudhoniens et les Blanquistes ; l'internationalisme chasse le patriotisme.

A la veille de la Grande Guerre, malgré le rapprochement, miraculeux mais éphémère, des nationalistes intégraux de Charles Maurras et des socialistes révolutionnaires de Georges Sorel, au sein des *Cercles Proudhon*, la carte politique et sentimentale de la France est fixée. Malgré leurs origines communes, les courants nationa-



L'EMPIRE

liste et socialiste vont se séparer.

Une autre ligne de partage, tout aussi lourde de conséquence, va naître du problème de l'Alsace-Lorraine. Le nationalisme de la Révolution et de l'Empire était largement ouvert à l'Europe. C'était un nationalisme conquérant, idéologique, révolutionnaire. Après 1871, le nationalisme deviendra défensif, sentimental, conservateur. Il ne s'agit plus de faire l'Europe des peuples contre l'Europe des tyrans. Il s'agit seulement de protéger une frontière et de recouvrer un territoire. Singulier glissement et redoutable option. Ainsi, le nationalisme devint étroitement anti-européen, toujours anti-allemand, souvent anti-anglais.

Devant ce déferlement de chauvinisme, les meilleurs esprits, du

LE NATIONALISME

siècle, les véritables prophètes de notre temps, restèrent indifférents et même hostiles. Arthur de Gobineau ou Vacher de Lapouge, par exemple, croyaient trop à l'unité profonde de la race occidentale pour participer à la préparation psychologique de la guerre civile européenne.

Raoul Girardet, en rappelant l'histoire de Paul Déroulède et de sa *Ligue des Patriotes*, l'aventure d'Edouard Drumont et de sa *Libre parole*, ne manque pas de rappeler que ces mouvements venaient de l'extrême-gauche de l'éventail politique, avant d'aboutir à l'extrême-droite. La haine des parlementaires qu'on y respirait venait des communards et non des monarchistes. Il faudra la conversion de Maurras et de *L'Action Française* au royalisme pour modifier entièrement le visage du nationalisme, après 1900.

En 1914, *L'Union sacrée* est la victoire du nationalisme.

LE VIEUX NATIONALISME

Raoul Girardet a eu le courage de montrer que le drame profond des nationalistes entre 1871 et 1914 est une certaine inadaptation au monde moderne, un refus délibéré du progrès et un refuge dans la religion.

Et le nationalisme d'alors manquait complètement d'une conception générale du monde. Il oscillait entre l'indifférence à ce qui n'était pas Français, l'impérialisme conquérant, le mirage de l'assimilation coloniale et une politique fort étrange des nationalités : les nationalismes serbe, wallon ou tchèque étaient bons, tandis que les nationalismes croate, flamand ou slovaque étaient mauvais. Le nationalisme basque étant mauvais ou bon, selon qu'il se situait sur un versant ou sur l'autre des Pyrénées...

Il y aurait un autre livre à écrire sur le nationalisme français, entre 1918 et 1939, sur la division profonde des nationalistes qui rejoignirent en 1940 la Collaboration ou la Résistance. Il y aurait enfin, et ce serait le plus important et le

plus utile, un livre à écrire sur le nationalisme en 1966.

Il ne s'agit certes pas du nationalisme chauvin et démodé du général-président qui est celui d'un saint-cyrien de 1910 ébloui par l'alliance franco-russe.

Le Nationalisme, s'il ne veut pas être une curiosité historique ou une nostalgie rétrograde, ne saurait être tout d'abord que réaliste et empirique. Il doit s'appuyer non sur des dogmes abstraits mais sur les données même de la vie.

L'OCCIDENT TOUT ENTIER

Les nationalistes reconnaissent d'abord qu'ils font partie d'un monde où tout est lutte. La nature en constante évolution ignore l'uni-



L'ARMEE

formité et l'indifférenciation. L'homme, soumis aux lois de la vie, déterminé par son hérité, trouve son accomplissement dans la maîtrise de la nature. Parmi tous les peuples, ce sont ceux d'Occident, à en croire l'Histoire, qui sont les plus aptes à progresser grâce à leur capacité de spécialisation technique.

Ce réalisme biologique est tout aussi éloigné du matérialisme que de l'irréalisme. Il reconnaît un certain nombre de valeurs, appartenant

en propre à notre communauté : le sens du tragique, la notion du réel, le goût de l'effort, la passion de la liberté et le respect de l'individu.

Le Régime, pour les Nationalistes, incarne la forme politique du suicide. En se ralliant à l'universalisme, en développant le sentiment de la culpabilité, en refusant toute sélection naturelle et toute originalité, en conditionnant les esprits par un système de réflexion et de sensibilité étrangers à leur nature, le Régime a pour but essentiel de déraciner l'Occidental et de l'amener peu à peu à la « conscience universelle » indifférenciée et déréalisante.

Les Nationalistes veulent au contraire respecter les communautés naturelles, régions, nations ou continents. Ils veulent rester fidèles à la vocation de l'Occident qui est combat, recherche et par conséquent progrès. A notre époque, on peut considérer le Nationalisme comme ce qu'il n'a jamais cessé d'être au cours de l'histoire : la rencontre de différents courants dont les origines ne semblent contradictoires que pour ceux qui ignorent la profonde unité du monde occidental.

UN NOUVEAU COURANT

Tandis que le vieux chauvinisme et le vieux communisme achèvent de se décomposer (la télévision est aussi impitoyable pour Waldeck Rochet que pour De Gaulle) tandis que les derniers fidèles de Maurras et de Thorez refusent toute évolution, tandis que les conservateurs et les socialistes essayent vainement de constituer un Centre tiraillé par ses contradictions, tandis que meurent les vieilleries de la Droite et de la Gauche, un jeune courant est en train de naître.

Ce jeune courant a entrepris de réconcilier la réalité qu'est la Nation et l'évolution qu'est le Progrès. C'est cela notre Nationalisme.

Jean MABIRE



MAURICE BARRES (1862-1923). *Enfant des Vosges. Lycéen à Nancy et Paris. Se voue d'abord « au culte du moi ». L'exaltation de l'individualisme le mena au nationalisme, par réaction contre le cosmopolite et l'informel. A 27 ans, publie Un homme libre. Elu député de Nancy, sur un programme « social et nationaliste ». Ecrivit Les Déracinés. Restra toute sa vie fidèle à l'idée républicaine patriotique.*

« C'est ma filiation qui me donne l'axe autour duquel tourne ma conception totale, sphérique de la vie. Je ne puis vivre que selon mes morts. Eux et ma terre me commandent une certaine activité... Je voulais contempler face à face les puissances qui me gouvernent. Je voulais vivre avec ces maîtres en leur rendant un culte réfléchi, participer pleinement de leur force. »



PAUL DEROULEDE (1846-1914). *Né à Paris. Vécut entre l'amour de la Poésie et l'amour de la Patrie. Engagé en 70 Prisonnier, évadé, blessé. Publie après la défaite Les chants du soldat et d'autres poèmes militaires. Anime la Ligue des Patriotes. Député, mais épris de complots ; condamné en 1900 à 10 ans de bannissement. Amnistié en 1905, mourra avant la Grande Guerre et la « Revanche ».*



« Le mouvement social est en marche et vous ne l'arrêterez pas par les portes des prisons et les verrous des cachots... La patrie est le domaine matériel et immatériel, transmis par les ancêtres et dont l'existence encadre et préserve notre vie individuelle... Certains théoriciens nous affirment que nous sommes citoyens du monde, mais qu'est-ce qu'un citoyen sans cité ? »

EDOUARD DRUMONT (1844-1917). *Parisien et journaliste. Un des plus grand polémistes de son temps. En 1886, publie La France juive. Il écrit également La fin d'un monde, La dernière bataille, Le Testament d'un antisémite. Fonde en 1892 le journal La Libre Parole. Elu député d'Alger en 1898. Veut réconcilier l'ouvrier révolutionnaire avec le travailleur chrétien. Meurt oublié dans la solitude et la misère.*

« En réalité, il n'y a pas deux partis politiques (la Droite et la Gauche), il y a un régime général, il y a un système. Le système capitaliste... auquel sont également affiliés les représentants des partis qui se disputent le pouvoir... Les Conservateurs sont aussi attachés à ce régime que les Républicains, ils ont peut-être plus d'intérêt qu'eux à sa durée et ils n'entendent pas qu'on y touche. »



CHARLES MAURRAS (1868-1952). *Enfant de Martigues, étudiant à Aix-en-Provence, monte à Paris pour se vouer à la littérature. Disciple de Mistral, républicain et décentralisateur. En 1900, publie L'enquête sur la Monarchie et se rallie par raison à l'idée d'une restauration royale. Fonde l'Action Française, y défend l'empirisme organisateur et le nationalisme intégral. Condamné par l'Eglise et désavoué par le Prince.*



« Ce pays-ci n'est pas un terrain vague. Nous ne sommes pas des bohémiens, nés par hasard au bord d'un chemin. Notre sol est approprié depuis vingt siècles par les races dont le sang coule dans nos veines. La génération qui se sacrifiera pour la préserver des barbares et de la barbarie aura vécu une bonne vie. Pour notre part nous ne servons pas d'autre cause, en littérature et en politique. »

CHARLES PEGUY (1873-1914). *Né à Orléans d'une famille modeste. Entre à l'Ecole Normale et s'y proclame socialiste. Fonde en 1900 Les Cahiers de la Quinzaine. Dans ses articles et ses poèmes, se rallie au catholicisme et au patriotisme. Ami de Georges Sorel et de Romain Rolland. Ecrivit notamment Notre Patrie et L'Argent. Tué à la bataille de la Marne dans les premières semaines de la Guerre.*

« L'intérêt, la question, l'essentiel est que dans chaque ordre, dans chaque système la mystique ne soit pas dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance. L'essentiel n'est pas, l'intérêt n'est pas, la question n'est pas que telle ou telle politique triomphe, mais que dans chaque ordre, dans chaque système, chaque mystique, cette mystique ne soit point dévorée par la politique issue d'elle. »



LE LIVRE DU MOIS

LE COMTE DE PARIS



LE COMTE DE PARIS

QUAND LE « BULLETIN DU SECRETARIAT DE MGR LE COMTE DE PARIS » SEMBLE TRES EXACTEMENT COPIER « LE COURRIER DE LA COLERE » DE MICHEL DEBRE.

« Le maintien du drapeau français de Bône à Oran apparaît tout aussi impérieux, qu'on raisonne en termes stratégiques, politiques, économiques... »

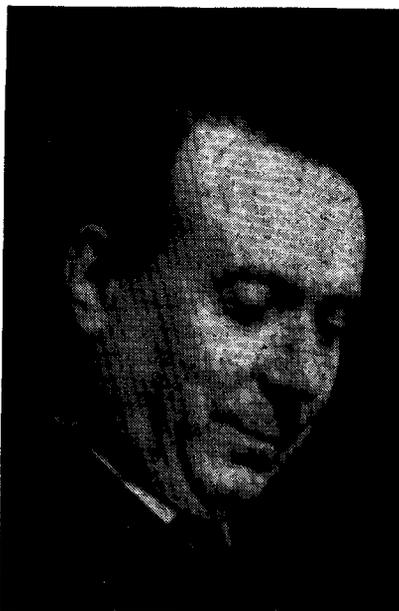
25 mai 1957.

« Nul ne peut douter du patriotisme, de la lucidité, de la clairvoyance du général De Gaulle : lui seul peut conduire la France et l'Algérie vers un destin commun.. »

17 février 1960.

MICHEL DEBRE

Un livre fait grand bruit. Il présente, sous son vrai jour, le Prétendant au Trône de France. Guy LANCELOT, d'Europe-Action, a interrogé Jean BOURDIER, auteur de ce document d'histoire. QUI EST JEAN BOURDIER ? 33 ans. Né de parents berrichons. Ancien président des « Jeunes Indépendants de Paris ». 3 ans dans les Chasseurs d'Afrique. Deux citations... devant la XII^e Chambre pour outrages au Chef de l'Etat (une relaxe et une condamnation). Ancien collaborateur de « L'Associated Press » et de « L'Esprit public ». Chroniqueur littéraire de « Minute ». Féru d'histoire militaire. Amateur d'armes anciennes. Aime la littérature anglaise et la cornemuse.



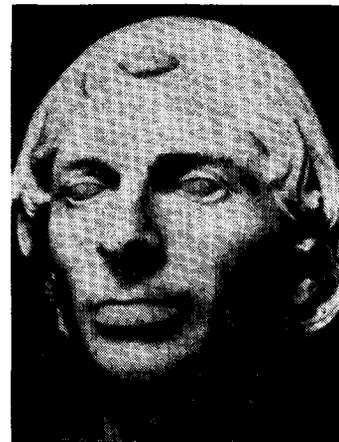
Photos Rey

LE PRINCE ET MACHIAVEL

Ce fut Charles Benoist qui fut chargé, dès la majorité du Comte de Paris, de sa formation politique. Et son influence devait dominer toute la carrière de son élève.

Qui était Charles Benoist ? Le plus éminent spécialiste de Machiavel qui se puisse trouver au monde. L'étude des œuvres de l'illustre Florentin n'était pas pour lui une simple passion d'érudit. Il estimait y avoir trouvé les lois immuables du jeu politique et il entendait transmettre ces lois aux disciples qu'il en jugerait dignes. Or, le jeune comte de Paris lui fit excellente impression.

MACHIAVEL



« Ne regarde pas à la qualité morale des moyens... Ce n'est point qu'il y ait deux morales, mais c'est qu'en politique il n'y a point de morale, ou plutôt que la politique est une chose, et la morale une autre chose. Tu veux aller là : en voilà le plus sûr et le plus court chemin. Maintenant ton âme en souffrira-t-elle ? Ce n'est pas affaire à moi, ton conseiller, mais affaire à ton confesseur. Et si tu sais ce qu'est la politique, si tu es sage, si tu es le Prince, tu feras appeler ton conseiller avant, et tu ne feras appeler ton confesseur qu'après. »

Charles BENOIST.
Discours au Prince

Guy LANCELOT : Dans quelles circonstances avez-vous écrit votre livre « le Comte de Paris, un cas politique », récemment paru aux éditions de la Table Ronde ?

Jean BOURDIER. — Ce livre est né d'une conversation à bâtons rompus avec Jacques Laurent et Gabriel Jeantet. Le titre, « Un cas politique », indique exactement dans quel esprit il était conçu : hors de toutes les circonstances, il apparaît que le Comte de Paris, au prix de mille acrobaties, est l'éternel candidat au trône. Indépendamment du présent gouvernement — dont il se considère toujours comme l'héritier présomptif, l'homme du « Cœur Volant » a systématiquement fait le siège de toutes les personnes qui ont détenu le pouvoir dans une période donnée. J'ai voulu, en quelque sorte, faire le point exact de toutes ces démarches. Il ne m'appartient pas de juger les méthodes ou la moralité du personnage. C'est un « cas » politique. Il ne m'appartient pas de supputer quels seront les fruits de ces contorsions acrobatiques. L'élection présidentielle de décembre constituait, pour la période immédiate une sorte de test de la réussite ou de l'échec de l'homme en question.

J'ai beaucoup découvert sur le personnage, en écrivant son histoire : le sujet m'a particulièrement intéressé sous le double aspect du cas politique et de son actualité psychologique. Le Comte de Paris est un personnage particulièrement typé et sans surprises dans sa complexité. Le prétendant n'était nullement un inconnu pour moi. J'ai tenté d'actualiser sa pensée, celle qui a présidé à chacun de ses actes politiques, tentant aussi, en toute impartialité, de retrouver le mobile et la justification.

Comment la critique a-t-elle accueilli votre livre ?

Quasi unanimité dans l'appréciation favorable. Même le « Figaro Littéraire » ! Pour l'aspect politique royaliste, je sais que le partage dans les milieux, ne s'est fait qu'au niveau des états-majors. Mes révélations n'ont forcément pas plu à tout le monde ! Ulcéré par l'attitude du prétendant sur le problème algérien, par ses voltes-face, le militant royaliste

partage en général mon sentiment. J'ai conscience d'exprimer son doute ou, tout au moins, son avis, celui que les circonstances ne lui ont pas permis de dire. J'en ai d'ailleurs reçu de nombreux témoignages personnels concordants, par des lettres, des rencontres, etc... Certains de ses anciens partisans, qui n'ont rompu avec lui que sur l'Algérie, se sont déclarés très satisfaits de cet ouvrage. Ils ont exprimé leur accord sur son contenu politique, qui ne les a nullement choqués. En revanche, certain « brain trust » est furieux. Mais peu me chaut ! Plus précieux m'apparaît l'avis de l'ancien Camelot du Roi épicié dans le XV^e arrondissement que l'estime hargneuse de quelques doctes et vétilleux membres des « Comités Royalistes ».

de témoignages vécus et authentiques.

Par chance, l'homme dont je décris l'évolution a laissé des traces extrêmement nombreuses de ses démarches intellectuelles et politiques successives — je dirais volontiers de ses « sincérités successives » — de sorte que les textes — livres et collections de journaux — abondent. On peut donc en reconstituer les lignes directrices après une simple lecture.

Pour les témoignages vécus, il est bien évident que je ne me suis pas adressé au « Prince » ou à son entourage. J'ai donné la priorité à ceux des anciens collaborateurs du Comte de Paris qui sont déliés de toute allégeance, même morale, envers lui, qui donc peuvent parler librement, mais dont je tiens à pré-



Photo Jean Muscat

Jean BOURDIER (à gauche, pour une fois) et Guy LANCELOT

Ce n'est d'ailleurs que le premier dossier d'une nécessaire démythification !

Comment avez-vous recueilli les divers éléments de votre documentation ?

A 33 ans, je me suis trouvé parler de faits qui se déroulaient aux deux tiers dans une période qui ne me fut pas directement connue : en 1936, par exemple, je n'étais qu'un bambin ! L'histoire de la deuxième guerre mondiale et celle du mouvement royaliste à son issue ne m'étaient pas tellement inconnus. J'ai une bibliothèque fort bien documentée. Il m'a fallu, donc, adopter une méthode de travail qui reposât sur le recueil et la compilation d'un grand nombre de textes tout en poussant la recherche

ciser qu'ils étaient encore sentimentalement attachés au personnage. Ils ne s'agit donc point de récits de seconde main, de ragots de valets congédiés qui « débinent » le patron. J'ai également recueilli un certain nombre de témoignages de personnes totalement étrangères au mouvement monarchique, mais qui furent témoins directs de faits et d'événements.

Quelles sont, selon vous, les chances actuelles d'une Restauration du Comte de Paris ?

J'ai acquis la conviction, d'ailleurs exposée dans le livre, que c'est chez De Gaulle, un vœu très profond que de se faire succéder par un prince. Il s'agit « de se faire plaisir à lui-même » : l'actuel chef de l'Etat n'envisage comme seule

digne de conclure son aventure personnelle, qu'une restauration monarchique. Il n'entre, d'ailleurs, dans cette intention, dans ce souhait, aucun calcul politique. C'est, pour lui, dans l'ordre naturel des choses... On termine « en beauté » !

Il s'est cependant rendu compte des difficultés que pouvait représenter l'opération. C'est pourquoi, en ce sens, elle n'apparaît plus aussi certaine qu'elle pouvait l'être en 1958-59. Mais il serait bien improbable que l'idée soit abandonnée. Toutefois je serais assez volontiers porté à croire que l'opération ne réussira pas.

Pour quelles raisons ?

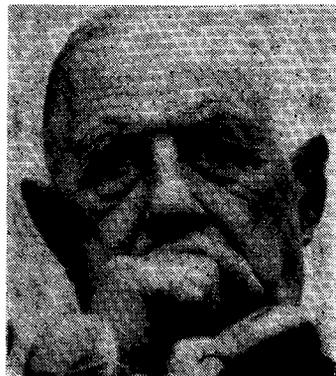
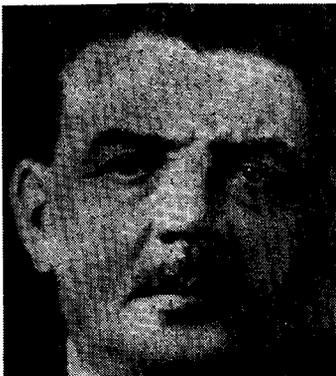
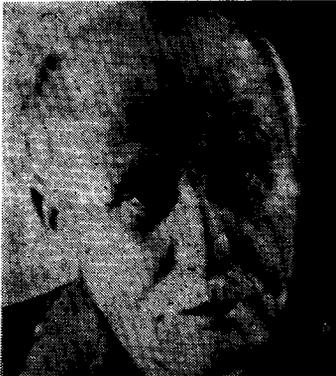
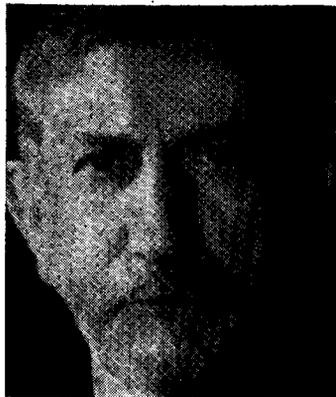
En l'état actuel de la situation, De Gaulle ne peut que difficilement tenter d'imposer lui-même cette solution, à moins qu'il ne se sente réellement « au bout du rouleau ».

Mais à ce moment-là, les successeurs éventuels se bousculeront pour la curée et écartèreront très durement la concurrence. Ni le passé du Comte de Paris ni ses possibilités actuelles ne peuvent lui permettre de s'aligner avec quelque durable chance de succès.

Quels sont, dans l'entourage de De Gaulle, les hommes qui accepteraient volontiers une Restauration du Comte de Paris, quels sont ceux qui militent en faveur de cette solution ?

Il semblerait que la tendance se renverse. Ce n'est plus le chef de la Maison d'Orléans qui mène les pions. Il est, tout comme à Vichy ou à Alger, manipulé et non manipulateur. Parmi ceux qui ont toujours suivi de très près l'expérience possible du Comte de Paris, figure **Michel Debré**, dont le représentant aux rencontres du Groupe de Travail qui se réunissait au Manoir du Cœur Volant, demeure du Prince, était **Christian Lunet de la Malène**. Michel Debré a tenu, contre la C.E.D., les tribunes aux côtés de militants monarchistes notoires. (Calzant, Pujo, etc...)

Maintenant qu'il est revenu au pouvoir, **Michel Debré** considère le prétendant comme un instrument — d'ailleurs très secondaire — de sa propre ascension au pouvoir, et non plus comme le futur monarque susceptible de lui donner le fau-teuil et la pourpre de Richelieu. Pour cette école gaulliste, dont le représentant dans la presse, — l'un,



Le Comte de Paris s'est tour à tour voulu le Dauphin de **Charles Maurras**, de **Philippe Pétain**, d'**Edouard Herriot** et de **Charles De Gaulle**. A qui le tour ?

du moins, des plus connus est **Philippe de Saint Robert** — les prétentions du Comte de Paris constituent « un coup qu'on suit, à tout hasard, et rien de plus ». **Edmond Michelet**, ancien Garde des Sceaux et membre du Conseil Constitutionnel, **Galichon**, du Cabinet Elyséen, appartiennent à cette équipe.

Les actuels partisans du Prétendant se sont-ils laissés séduire par les sirènes gaullistes ?

Généralement pas. Seuls, quelques membres des états-majors royalistes ont suivi le comte de Paris dans ses efforts. Mais les militants n'oublient pas les variations de la pensée politique de cet homme. Ils ne le suivent absolument pas. Le résultat de cette tentative ? Quelques dizaines de monarchistes devenus gaullistes de raison !

Le Comte de Paris ne pense d'ailleurs pas préparer « l'après-gaullisme » avec les milieux politiques ; en revanche, il a tenté l'approche de certains milieux économique-financiers et technocratiques se rattachant d'assez près à l'opposition de sa Majesté. Il bénéficie parmi eux d'un crédit relatif. Un certain nombre de déjeuners ont eu lieu dans les discrets appartements parisiens ou au « Cœur Volant ». **Jean Jacobbi**, administrateur de la banque Lambert — Blitz qui bénéficie de la double nationalité franco-suisse, s'est autrefois dépensé sans compter pour faciliter tous ces contacts aussi discrets qu'efficaces. Ces hommes, encore impressionnés par une allure, un style, une habileté, sont susceptibles d'épauler l'homme qui dépense des trésors de charme, pensant ainsi concilier leur vieux penchant sentimental politique, et le sens de leurs propres affaires.

Quelle sera votre conclusion ?

Il n'est plus possible au Comte de Paris de se réclamer de la pérennité française. Ses sincérités successives l'ont à jamais écarté de ses meilleurs soutiens, qu'il a reniés après les avoir abandonnés, pour suivre, en mauvais disciple de Machiavel, de bien étranges chemins. Il a lâché la proie pour l'ombre.

PROPOS RECUEILLIS PAR

Guy LANCELOT



L'AGENCE GAULLARDS & C^{ie}



Alger
17 janvier 1957
19 heures
Place Bugeaud
X^e Région
militaire

**QUI A
FAIT LE
COUP ?**

Chapître
2
l'Affaire
du
Bazooka
et
Le Réseau
de
M. Debré

Où l'on sait enfin comment et depuis quand un certain Michel Debré, autrefois Premier Ministre, aujourd'hui Ministre des Finances, est au pouvoir. Où l'on se fait une autre idée des ramifications du milieu gaulliste sur lequel les choses les plus extravagantes continuent d'être répandues quand elles demeurent fort simples. Où l'on comprend pourquoi les hirondelles ne font pas le printemps.

MEURTRES en triangle. Figon, suicidé le 17 janvier 1966. L'officier de Police principal Galibert, tué un mois plus tard. Son meurtrier, David, recherché, n'est pas retrouvé. Mais le patron du bar de la rue d'Armaillé où cela s'est déroulé essuie une rafale de pistolet-mitrailleur. Ainsi personne ne parle. Figon ne dira plus de mal de quiconque. Galibert ne se souviendra plus de rien, même pas de ses états de service en Algérie où il servait contre l'O.A.S., échappant à des mitraillages des commandos Delta, aux côtés du commissaire Caille, auquel M. Lemarchand téléphonait de temps à autre certains renseignements. Des personnages sans lien apparent entre eux, mais qui pourraient être aussi bien les clés

d'une affaire politico-policière, disparaissent, soit pour des raisons mystérieuses, soit dans des conditions tout à fait incroyables... c'est typiquement un exemple de la guerre secrète telle qu'on se l'imagine entre gangs et réseaux clandestins. Dans ce genre d'aventure, toute piste possible doit être interrompue d'une façon ou d'une autre, n'est-ce pas ?

Frey, Foccart, Papon et les patrons du SDECE ainsi que toute la famille, sont couverts. Par la même occasion, Debré aussi. L'affaire du Bazooka, qu'il a sur la conscience depuis neuf ans, est bien enterrée. Personne n'en reparlera en justice. De Gaulle a effacé tout cela en reconnaissant l'existence de réseaux de policiers parallèles : si ces exécutants font des erreurs et des bêtises, le gouvernement n'y est pour rien.

Or, pour l'affaire Ben-Barka comme pour celle du Bazooka, tout se compliquait par la volonté des politiciens de ne pas avouer à l'opinion que des méthodes de police « un peu spéciales » étaient utilisées. Bien entendu, si De Gaulle a eu l'astuce d'admettre officiellement l'existence de ces réseaux subalternes, c'est pour détourner l'attention des vrais réseaux, les siens, les réseaux gaullistes.



MONSIEUR MICHEL DEBRÉ est officiellement au pouvoir depuis qu'il a été nommé Garde des Sceaux dans le cabinet De Gaulle de juillet 1958. De Gaulle l'a ensuite récompensé en faisant de lui son Premier Ministre. Mais c'est bien le réseau Debré qui a porté De Gaulle au pouvoir après le coup d'Etat de mai 1958. C'est le réseau Debré qui, après l'avoir soigneusement minée de toutes parts, a renversé la IV^e République.

MICHEL DEBRÉ joue au Sénat l'opposition systématique mais respectable, comme son complice Chaban-Delmas à la Chambre. Interventions écrites incessantes, pamphlets : M. Debré joue le jeu politique de la IV^e. Il fait bien mieux que cela. Il n'a pas, comme en Grande-Bretagne, un « shadow cabinet » préparé pour le pouvoir ; si les élections donnent, la majorité à l'opposition, lui dispose d'un réseau.

DEUX HOMMES connaissent très précisément l'enfance du gaullisme : MM. Jacques Soustelle et Passy, chefs des premiers réseaux

gaullistes résistants dans le cadre du B.C.R.A. et de la D.G.E.R. Lorsque ces organismes créés à Londres se transforment en instruments du gouvernement et deviennent le SDECE, ce sont naturellement les mêmes hommes qui animent l'action.

LES POLITICIENS DE L'ÉQUIPE De Gaulle sont d'abord au gouvernement, puis le quittent et fondent un parti, ' Rassemblement du Peuple Français, R.P.F., en 1947. Ce R.P.F. agite la vie politique et utilise pour cela un service d'ordre dont les chefs, Dominique Ponchardier notamment, vont se retrouver les uns après les autres dans les réseaux civils gaullistes lorsque le R.P.F. aura disparu en 1953 sans avoir saisi le pouvoir.

LES GAULLISTES DISPOSENT : 1) des réseaux officiels, ceux du SDECE, pénétrés par eux depuis la guerre ; 2) des réseaux venus du service d'ordre R.P.F., gorilles et barbouzes avant la lettre ; 3) de personnalités politiques qui assurent la continuité de l'opinion gaulliste.

échappe de peu à un attentat.

L'arme était un bazooka.

CES TROIS RÉSEAUX, fortement imbriqués les uns les autres, mais également soumis à tous les avatars d'opérations politiques de ce genre, vont se trouver mis en lumière par l'Affaire du Bazooka. Et c'est Debré qui mène la danse.

17 JANVIER 1957, 19 heures. La place Bugeaud, à Alger, est violemment secouée par l'explosion de deux roquettes anti-chars. Les bureaux de la X^e Région militaire sont soufflés. Le Commandant Rodier, chef-adjoint du cabinet Salan, est tué sur le coup. Deux gendarmes sont blessés.

— Qui a fait le coup ?

IL FAUT QUINZE JOURS pour avoir une réponse solide. Ce n'est pas le F.L.N., ce sont les « contre-terroristes ». On arrête le 31 janvier René Kovacs, Robert Ciré, Juillet, Dellamónica, Descamps, Geoffroy, Philippe Castille et quelques autres comparses. Ils sont été identifiés sur déclaration d'Ange Salliceti. Kovacs a dirigé et mis au point l'attentat : disposition des tubes de bazooka, récupération des roquettes, mise à feu électrique.

— QUI ÉTAIT VISÉ ?

— Certainement Salan qui aurait dû se trouver dans son cabinet à l'heure où il était chez Lacoste, gouverneur général.

Personne ne nie que l'objectif était bien Salan.

D'AUTRES ARRESTATIONS SUIVENT, l'affaire se complique, elle est reliée à Paris : Jacques Despuech — qui avait soulevé le scandale du trafic des piastres en 1953 — est interpellé à Paris le 19 février, puis François Knecht et Jacques Sauvage, le 22.

POUR LES INculpÉS D'ALGER, le dossier porte : « Association de malfaiteurs, homicide volontaire, tentative d'homicide volontaire, vol, détention illégale d'armes et d'explosifs ».

LES PARISIENS SONT INculpÉS de leur côté d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

En clair : une affaire policière et une affaire politique. Malheureusement, elles sont très liées entre elles.

KOVACS A CRÉÉ EN MARS 1956 l'O.R.A.F., Organisation de Résistance pour l'Algérie française, agissant en Algérie au milieu de tous

les groupes activistes pieds-noirs de l'époque, U.F.N.A., C.R.F., etc. L'O.R.A.F. groupe en réalité des anciens du SDECE ou des réseaux gaullistes de la guerre qui veulent reprendre des activités directes en Algérie. Les services officiels du SDECE sont eux-mêmes très favorables à l'Algérie française. Dans l'O.R.A.F., derrière Kovacs, Castille et Fechoz notamment.

Mais l'O.R.A.F. n'agit pas sans ordres. Et ceux-ci viennent des milieux gaullistes de Paris qui contrôlent tous les réseaux d'anciens des services secrets. Rue de Solférino, déjà le siège de l'Etat-Major politique gaulliste, on est décidé à jouer toutes les cartes possibles pour ramener De Gaulle au pouvoir. On y voit Michel Debré, directeur du *Courrier de la Colère*, Jacques Chaban-Delmas, député et frère-ennemi de Debré, Christian de la Malène, Alain Griotteray, Jacques Foccart, Maxime Blocq-Mascart et le général Cogny, transmettent leurs consignes à des intermédiaires comme Knecht, Sauvage et Despuech. Et l'on se rencontre parfois chez Jean-Baptiste Biaggi, qui connaît très bien tout ce monde-là, auquel appartiennent aussi Lemarchand et Goulay, des réseaux Action...

IL S'AGIT DE PROFITER de l'agitation en Algérie. Le terrorisme F.L.N. est combattu par l'Armée, même médiocrement. Il faut tenter un « coup » spectaculaire pour créer le climat. Debré n'en demande pas plus. Kovacs interprète, en parle à Knecht qui est toujours d'accord avec lui.

— On va descendre Salan pour le faire remplacer par Cogny, pense Kovacs, cela doit être un événement de portée mondiale.

LE RÉSEAU DEBRÉ travaille bien malgré l'erreur de tir de Kovacs. Alors que François Mitterrand est Garde des Sceaux, l'instruction de l'affaire est pratiquement bloquée. Mitterrand doit lui-même aller chercher à Alger des commencements de preuves sur le complot parisien. Ensuite, tous les inculpés d'Alger sont mis en liberté provisoire et le 6 janvier 1958, un non-lieu est rendu à Paris dans l'affaire du complot contre la sûreté de l'Etat. Debré a réussi à étouffer l'attentat lui-même et à laver de tout soupçons ses agents politiques.

— Les accusations servant de



Photo U.S.I.S.

Qui est derrière le tireur ?



fondement à cette inculpation ne nous visaient d'ailleurs pas seuls, explique M. Griotteray avec beaucoup de calme. Etaient mis en cause en même temps que nous de nombreux parlementaires, anciens ministres et généraux, dans des conditions si fantaisistes que le ministre résidant dut déclarer devant l'Assemblée nationale qu'il ne convenait pas d'y attacher d'importance...

LE 27 JUIN 1958 devrait s'ouvrir le procès de l'attentat du bazooka

contre Salan. Kovacs est malade : De Gaulle est au pouvoir. On le comprend, il pense que la guérison est pour très bientôt. Le procès est reporté au 25 juillet, puis au 18 août. Le 19, Kovacs est toujours malade. Les audiences se sont jusque là déroulées à huis clos et la liberté provisoire des accusés a été maintenue. Le procès doit s'ouvrir enfin le 6 octobre. Michel Debré est Garde des Sceaux. René Kovacs n'est pas alité, cette fois il est en fuite :

— Ayant appris que pour des raisons qui lui sont personnelles, écrit-il, M^e Tixier-Vignancour ne pouvait assurer ma défense, et ne voulant pas me présenter sans son assistance, j'ai décidé, à mon grand regret, de ne pas me présenter à votre audience...

TIXIER-VIGNANCOUR, lui, a bien vu de quoi retournait le dossier Kovacs et il n'est guère tenté de le défendre.

Le 16 octobre 1958, les accusés présents sont sévèrement condamnés : Castille, 10 ans de travaux forcés, et 6 et 5 ans pour ses lieutenants. Kovacs est condamné à mort par contumace.

DEBRÉ EST AU POUVOIR, les exécutions

tants payent leurs erreurs. Le gouvernement ne peut, en effet, être mêlé à une telle affaire. Seul Kovacs qui a tout monté sait exactement le rôle joué par Debré et son réseau. C'est pourquoi on l'a fait évader. Il disparaîtra tout à fait de la circulation, probablement avec l'appui d'importants subsides des services spéciaux.

Cependant l'Algérie française fractionne les réseaux gaullistes : partisans du pouvoir et partisans de l'Algérie française. Se sont séparés de Debré, en particulier : Biaggi, Griotteray et Blocq-Mascart. Castille, lui, s'évade de l'hôpital Mustapha, à Alger, le 26 janvier 1960, grâce à la révolte des Barricades. Debré renforce ses protections avec les moyens que lui donne sa première place au gouvernement. Pour frapper ses anciens amis, il sait comment procéder. Reste Salan. Comble de malchance, Salan, qu'il fallait abattre en 1957, devient le chef de l'O.A.S. en 1961-62 et il faut encore l'abattre. Salan le sait aussi.

— ME VOILA LIBRE, écrit-il publiquement le 29 janvier 1962, pour raviver certains détails précis et vous rappeler la part directe que



Il a été publié, voici quelques années, un beau volume illustré, en noir et en couleur, de Françoise Estell et Dimitri Dimka : « ALGER, DEUXIEME VILLE DE FRANCE ». C'était alors l'époque où l'Algérie était française.

Ce livre a connu un très vif succès : il est complètement épuisé. Or, depuis le tragique exode de 1962, de nombreux amis algérois nous ont demandé s'il était possible de le rééditer.

Les monuments, les paysages, eux-mêmes, ont changé. Les photographies resteront bientôt les seuls témoins des temps heureux où l'Algérie était française.

Une réédition entraîne de gros frais. Pour fixer le tirage, il nous est nécessaire de connaître tous ceux qui désirent acquérir « ALGER, DEUXIEME VILLE DE FRANCE ». Ce tirage, limité à 500 exemplaires, paraîtra au mois de mai et tous les exemplaires des souscripteurs seront numérotés.

vous avez personnellement prise dans une affaire d'assassinat. Votre participation m'a été prouvée en deux occasions au cours de l'année 1958... Au mois de juillet, le colonel Alain de Boissieu venait me trouver en présence du général Lennuyeux pour me demander de votre part de ne pas donner suite au procès du bazooka, craignant que votre nom et celui du général De Gaulle y soient irrémédiablement mêlés. Quelques temps après, au mois d'août, vous êtes revenu (...) M. Christian de la Malène qui faisait partie de votre cabinet m'a exposé la même argumentation que le colonel de Boissieu... En Espagne, ensuite, vous n'ignorez pas que j'ai rencontré ceux-là mêmes que vous avez trompés en leur faisant exécuter un acte qui était destiné beaucoup plus à servir vos ambitions que la cause de l'Algérie française. Les précisions que j'ai recueillies auprès des exécutants m'ont définitivement fixé sur la réalité de vos agissements criminels.

— LE PREMIER ACTE DE LA VIOLENCE n'émanant pas du F.L.N., dit Salan à son procès, est l'affaire du bazooka. Cette affaire est reliée à un

important complot dont la réussite exigeait mon assassinat.

LORSQUE MICHEL DEBRÉ se présente en témoin au procès Salan, il peut nier sans crainte. Personne ne parlera contre lui. Il se permet même de nier tout contact avec l'équipe Kovacs par l'intermédiaire de Knecht.

ET SI DEBRÉ, comme l'affirme Mitterrand, est allé le voir pour lui demander en 1957 de ne pas presser l'instruction, et le supplier de lui laisser le temps de préparer sa défense, personne ne peut prétendre sérieusement qu'il a donné l'ordre de tuer Salan.

WATIN, L'UN DES ANIMATEURS de l'O.A.S., peut dire :

— Un beau soir, après une réunion je restais seul avec René Kovacs et fort tard dans la nuit, tous les deux nous avons fait le point. Griotteray était venu : feu vert. Cogy prêt ! Paris avait confirmé le feu vert du gang Solféрино, mon cher Bouvier, c'était décidé sur ordre de Michel Debré — je le jure sur mes enfants ! Il fallait tuer Salan...

Mais lui aussi s'est fait rouler

par le réseau Debré. Et il n'a aucune preuve que son témoignage de condamné à mort. Il y a aussi les lettres saisies à Alger par l'Instruction, dont Mitterrand a peut-être quelques doubles ; mais ni Debré ni De Gaulle n'avaient besoin de se « mouiller ».

LE PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT de tout réseau, c'est le cloisonnement et le contact par intermédiaire. Les gaullistes ont vingt-cinq années d'expérience et des agents dans tous les services. Aujourd'hui, le réseau Debré est au pouvoir. Mais il continue d'exister tout à fait normalement.

Kovacs a disparu, Salan est en prison : Figon, Galibert... Et Georges Bousquet, le secrétaire de rédaction de Debré au *Courrier de la Colère*, sait très bien pourquoi il reste toujours emprisonné : On ne lui pardonne d'avoir préféré la fidélité à la patrie plutôt que la soumission à la loi du réseau.

Jean DELORME



M., Mme, Mlle
 Adresse
 désire souscrire pour exemplaires
 du livre « ALGER, DEUXIEME VILLE DE FRANCE ».
 Ci-joint la somme de représentant
 exemplaires, (1) que je verse :

par chèque (2)
 par mandat
 par virement au C.C.P. Paris 21-684-41.

- (1) 1 vol. 24 x 36 cm — 140 p. — L'ex. : 35 F.
- (2) Rayer les mentions inutiles.

Le bulletin de souscription ci-contre est à retourner à « EUROPE-ACTION » — 68, rue de Vaugirard, Paris-6^e

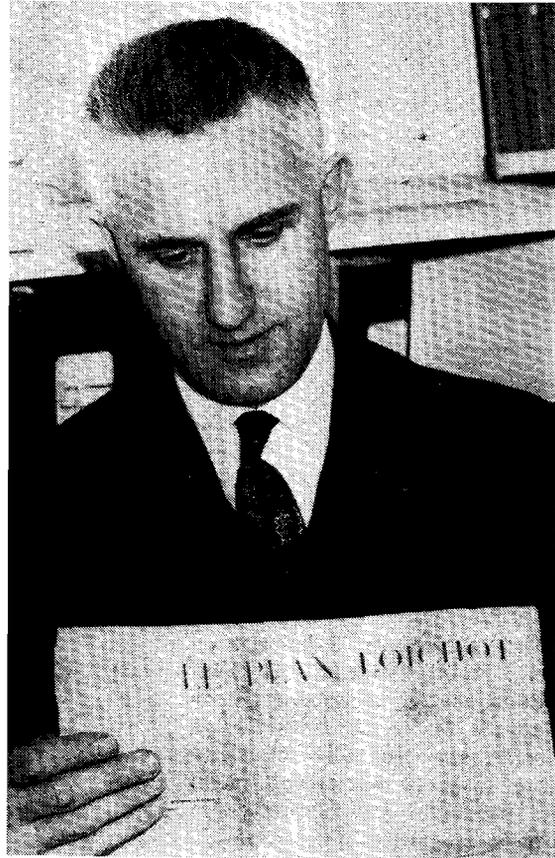


Photo Jean Muscat

François Sidos. 43 ans. Combattant Volontaire dans les F.F.L. de 1940 à 1945. Rescapé du pétrolier « Nivose ». Croix de guerre 39-45. Diplômé de la John's Hopkins University, Baltimore, U.S.A. en 1950. Ingénieur dans une firme automobile.

COMME « Les échos » l'ont écrit récemment, avec un humour involontaire le projet Vallon n'est pas une création spontanée. M. François Sidos, ancien Président de l'ex-Mouvement Jeune Nation peut en témoigner mieux que quiconque. Quelle ne fut pas, en effet, sa surprise, en lisant la presse de ces dernières semaines : on y développait, sous le titre de plan Loichot des idées qu'il avait émises voilà plus de dix ans ! Son étonnement atteignit son comble lorsqu'il vit se répandre dans les colonnes des journaux l'expression « appropriation » dont il s'était servi pour désigner un droit positif des travailleurs sur le capital social de l'entreprise.

Comment une telle filiation est-elle possible ? C'est ce que nous avons demandé à M. Sidos.

— Il est exact que le principe de ce qu'on appelle aujourd'hui le plan Loichot, a été exposé par moi-même dans le rapport présenté à un congrès national du Mouvement Jeune Nation qui s'est tenu le 22 mai 1954 à Paris. Mon projet, dont les principales dispositions ont fait l'objet d'un document qui a été diffusé, ne prévoyait d'ailleurs pas seulement que soient reconnus les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actifs des entreprises dû à l'autofinancement, comme c'est le cas du document Loichot, dont MM. Capitant et Vallon assurent maintenant la publicité. Je demandais aussi qu'un droit soit reconnu aux

tant, en particulier, l'association de ceux-ci à la gestion, la définition de la fonction nationale de l'entreprise, une organisation générale des professions supprimant les revenus sans travail, une nouvelle politique du crédit, une monnaie basée sur la production, une réforme des circuits de distribution et aussi une économie en expansion. Bien entendu, ces Principes d'Economie Nationale, comme j'appelais alors l'ensemble de ces propositions, supposaient la disparition d'un régime politique basé sur le profitariat. Et je crois que dans ce domaine la V^e République a fait mieux encore que la IV^e.

— Une dernière question. En somme, vous auriez votre place dans la commission que le gouvernement

Le Plan Loichot Quand les Gaullistes de gauche

travailleurs sur la valeur des équipements de remplacement de biens amortis comme sur certaines augmentations de capital.

— On devrait donc parler d'un amendement Sidos-Loichot-Vallon à propos du fameux article 33 de la loi du 22 juillet 1965. Mais de quelle manière M. Loichot a-t-il pu servir, si l'on peut dire, de lien entre M. Vallon et vous, entre les gaullistes et le mouvement activiste Jeune Nation ?

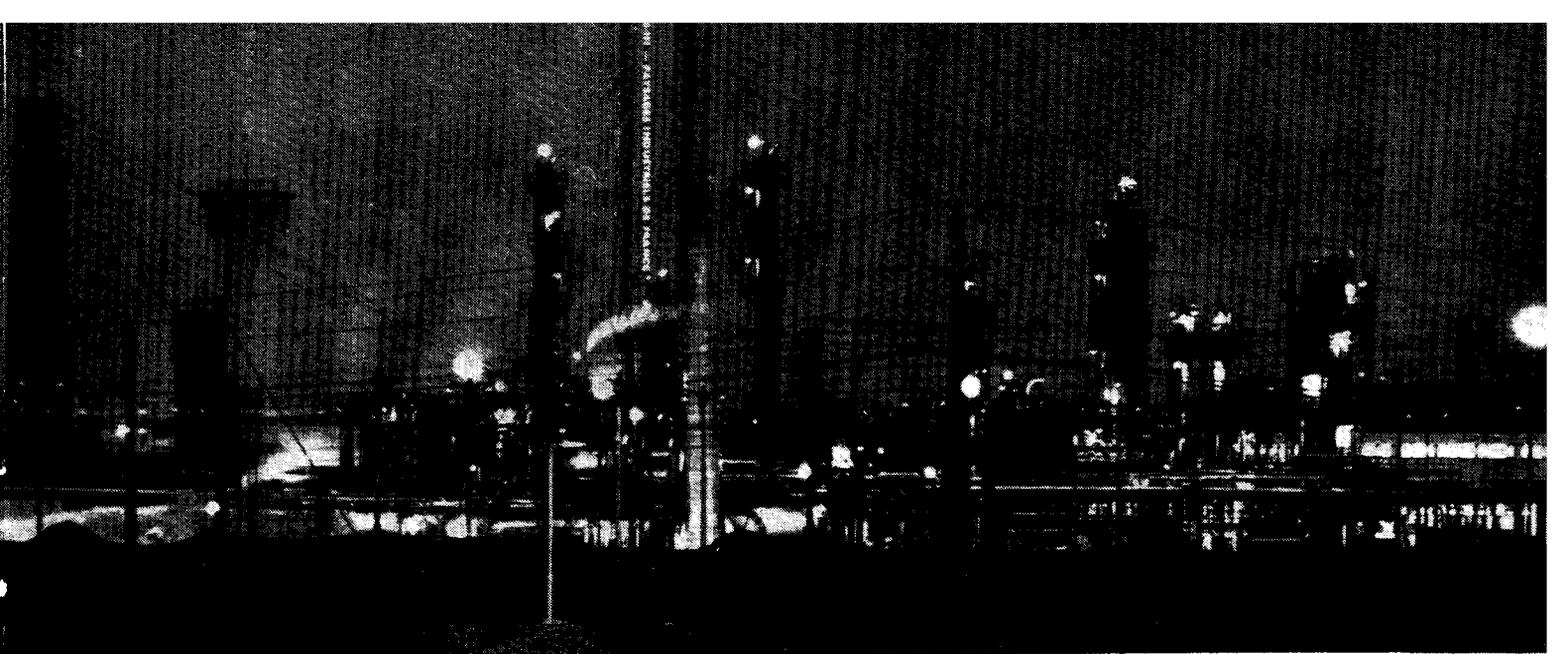
— Cela est fort simple, M. Marcel Loichot, polytechnicien, président-directeur général de la Société d'Economie et de Mathématiques Appliquées (SEMA) a été, comme tant d'autres, arbitrairement gardé à vue en 1960-61. Notamment pendant cette période d'incarcération, il s'est trouvé en contact avec plusieurs anciens membres du Mouvement Jeune Nation qui avait été dissous lors des événements du 13 mai 1958. Il a su profiter des leçons de ces militants nationalistes. Comment M. Loichot est-il devenu ensuite le maître à penser du gaullisme ? Je n'en sais rien et cela n'a guère d'importance. Je dois ajouter que, dans mon esprit, l'appropriation d'une partie de capital social aux travailleurs ne se concevait que dans un plan d'ensemble compor-

s'apprête à créer aux fins de déposer, avant le 1^{er} mai 1966, des conclusions précises sur le plan Loichot. Pensez-vous que les gaullistes de gauche iront jusqu'à demander que vous y siégiez ?

— Je ne me fais pas d'illusion à ce sujet et d'ailleurs je refuserai, n'ayant que de bonnes fréquentations, de participer sous De Gaulle, aux travaux d'un organisme émanant du gouvernement.

— En tout cas, il est plaisant que, comme l'a dit M. Capitant, le sort du second septennat se joue sur des idées émises par vous au nom d'un mouvement politique interdit par le pouvoir.

LE Plan Loichot, sorte de « remake » tronqué du plan Sidos, crée des remous de toutes parts. A l'intérieur du gaullisme d'abord dont il rend éclatante l'une des contradictions internes, la réalité d'un contenu réactionnaire et le désir d'une apparence progressiste. Dans le contexte de l'incohérence et de l'opportunisme du régime, le système Loichot, comme les contrats d'intéressement qui n'ont intéressé personne, ne peut déboucher que sur le mécontentement du patronat et l'insatisfaction des travailleurs.



et ses étranges origines

démarquent un projet du Mouvement « Jeune Nation »

Le C.N.P.F., en la personne de M. **Ventre**, a montré qu'il n'avait pas d'oreilles pour les arguments développés par M. **Capitant**. M. **Jean Reyre**, Président-Directeur Général de la Banque de Paris et des Pays-Bas, a même su fort opportunément donner un coup de téléphone à l'éditeur qui s'appropriait à publier le plan **Loichot**.

Du côté des mandarins des syndicats (de moins en moins) ouvriers on se montre réservé. Certains commentaires de la C.F.D.T. laissent cependant à penser que le problème a été mal compris puisqu'on attend du projet qu'il « remette en cause le pouvoir économique absolu détenu par les seuls capitalistes dans l'entreprise privée ». N'aurait-on jamais entendu parler, de la **technocratie**? Elle seule, et non les actionnaires des sociétés anonymes, détient la réalité du pouvoir économique. Le véritable problème que personne n'ose aborder et qui figure en filigrane au centre du débat est là : la caste technocratique contrôle la plupart des grandes entreprises **aussi bien privées que publiques**. Dans le cadre du régime actuel, ce n'est pas une simple réforme dans l'appropriation du capital qui pourrait changer quelque chose. Les

technocrates le savent bien, quelle que soit l'application pratique qui serait donnée au plan **Loichot** : soit attribution d'actions aux travailleurs devenant des propriétaires indivis aussi impuissants que les actionnaires capitalistes, soit affectation à une caisse publique d'investissements d'une partie des fonds appartenant aux entreprises, solution qui mène tout droit au collectivisme de type soviétique.

Nous basant, quant à nous, sur les travaux du **Centre d'Etude pour une Economie Organique** (C.E.P.-E.O.), nous estimons que la solution la plus conforme à l'intérêt général et à celui des travailleurs réside dans l'instauration de l'**entreprise communautaire**.

La condition de base est que la grande entreprise devienne une institution sociale non susceptible d'appropriation privée ou publique, comme le sont par exemple les communes.

Etant ainsi définie pour le service de la communauté, l'entreprise grouperait selon des règles juridiques précises le capital, le travail et la direction. Capitalistes et salariés formeraient des **sociétés distinctes**, les travailleurs pouvant parfaitement être en même temps propriétaires d'actions. Les repré-

tants de la **société de capitaux** et ceux de la **société de travail** désigneraient un **conseil de gestion** qui choisirait à son tour le chef d'entreprise.

On ne pourrait évidemment pas adopter un rapport constant pour **fixer l'importance respective du travail et du capital** : celle-ci varie beaucoup d'une profession et même d'une entreprise à l'autre. Il faudrait tout d'abord que la loi garantisse à celle des deux sociétés qui serait minoritaire une influence et une part de profit minimum : 25 % par exemple ; un plafond et un plancher seraient fixés dans chaque profession ; par exemple, pour les supermarchés la part du travail ne pourrait être ni inférieure à 65 % ni supérieure à 75 % ; enfin le pourcentage particulier dans chaque entreprise dépendrait de son **contrat d'entreprise** définissant d'autre part toutes les modalités propres à assurer son fonctionnement harmonieux.

Nous estimons que les entreprises nationalisées constitueraient un excellent banc d'essai. Comme premier test, nous proposons la **Régie Renault**.

Guy PERSAC



ENQUETE

En marge du Millénaire

LE MATCH WYSZENSKI — GOMULKA

« La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un monde sans esprit. C'est l'opium du peuple. »

KARL MARX.

C'est n'est que vers le milieu du X^e siècle que l'on trouve dans les annales et les chroniques, les premiers renseignements sur les souverains de la Pologne, notamment sur le Roi Mieszko 1^{er}, issu, selon la légende, d'une dynastie dont le fondateur portait le nom de Piast. Pour affermir sa position, Mieszko resserra son alliance avec les Tchèques dont il épousa une princesse, du nom de Dombrovka. Il décida de se convertir au christianisme et d'introduire la religion nouvelle dans son royaume.

LE BASTION AVANCE DE LA CATHOLICITE

Son successeur et fils, Boleslas le Hardi, poursuivit cette tâche d'évangélisation et obtint du Pape Sylvestre II, l'autorisation de fonder une dynastie polonaise. Les princes « polanes » devenaient ainsi « rois par la grâce de Dieu ». Dès sa fondation, l'Eglise Catholique bénéficia de nombreux avantages; elle fut richement dotée par les rois, en biens et en terres. Sa puissance temporelle ne cessa d'augmenter jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, c'est-à-dire jusqu'aux partages de la Pologne. Celle-ci était totalement partagée, en 1795, entre les Prussiens, les Autrichiens, et les Russes. Dans le Pays ainsi divisé, soumis à des persécutions religieuses de la part des protestants et des orthodoxes, l'Eglise, « bastion avancée de la catholicité », solidement implantée dans les masses rurales, resta la seule organisation nationale polonaise. C'est elle qui permit à la Nation de se maintenir malgré l'occupation étrangère; bien souvent ce furent ses prêtres qui animèrent la Résistance. Grâce à son enseignement, la langue polonaise subsista malgré les tentatives de germanisation ou de russification. En 1919, lors de la Libération, le prestige de l'Eglise

DANS quelques jours la Pologne va célébrer le millénaire de sa conversion. Depuis 966 les Polonais ont été des « soldats du Christ ». La lutte nationale ne s'est jamais séparée, pour eux, de la croisade religieuse. Contre le Russe orthodoxe et contre le Prussien luthérien, le Polonais était catholique avec passion.

Un autre anniversaire pourra aussi être célébré en 1966. C'est celui du dixième anniversaire de l'accord conclu en 1956 entre l'Eglise catholique et l'Etat communiste. Par cet accord, le gouvernement s'engage à respecter toutes les libertés religieuses. En contre-partie, la hiérarchie appuie toutes les « grandes causes » nationales, et tout spécialement la frontière Oder-Neisse.

Les Russes s'étant emparé après la guerre d'une partie de leur territoire, les Polonais ont, à leur tour, « récupéré » les provinces de Poméranie, de Silésie et de Prusse, allemandes depuis le XII^e siècle et établi leur frontière sur la ligne Oder-Neisse.

Quelle est la situation en Pologne en cette année du Millénaire ?



S. S. PAUL VI
Les successions de Pie XII et de Jean XXIII

« Le marxisme est intrinsèquement pervers et on ne peut admettre avec lui aucune collaboration sur aucun terrain. »

S.S. PIE XII
Encyclique Divini Redemptoris.

« Il est interdit d'empêcher de les citoyens de prendre part à l'exercice du culte ou aux rites religieux, »

Article 70 de la Constitution
de la République populaire de Pologne.

était accru. Elle était devenue le porte-parole de l'ensemble des polonais. Et le Gouvernement qui s'installa après la Première Guerre Mondiale, incapable de refaire l'unité du Pays, abdiqua un certain nombre de ses pouvoirs politiques et administratifs à l'Eglise.

LA SEPARATION DE L'EGLISE ET DE L'ETAT

En 1945, la coalition de gauche, issue de la résistance marxiste, décréta la séparation de l'Eglise et de l'Etat. A cette date, les biens ecclésiastiques étaient de 240.000 ha. Et ce ne fut qu'en 1950, deux ans après la constitution du Parti Polonais Ouvrier Unifié, et la prise en main du Pays par les communistes, que la Diète vota la nationalisation des terres de l'Eglise. Celle-ci, cependant, conservait en sa possession, 32.000 ha, ses lieux du culte, sa presse, ses maisons d'édition, ses entreprises. Cette loi stipulait également que les revenus des biens fonciers confisqués, devaient servir uniquement à des fins religieuses. C'est ainsi que furent construits, aux frais du gouvernement communiste, de nouvelles Eglises, des centres catholiques d'enseignement et notamment l'Académie de Théologie de Varsovie. Les professeurs des collèges ou Universités confessionnelles, les aumôniers des Lycées d'Etat, étaient payés par les pouvoirs publics.

NATIONALISATION DES BIENS ET REFUS DE L'IMPOT

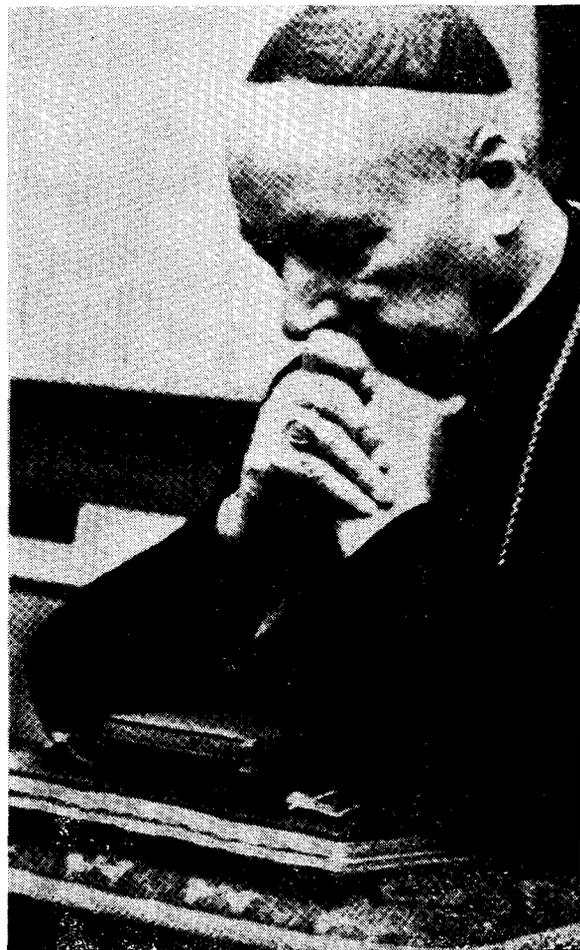
Ainsi, malgré l'établissement de la dictature communiste, l'Eglise polonaise conservait une partie de sa puissance. Jusqu'au 2 décembre 1958, elle conserva même le privilège de tenir des registres d'état

civil. Le mariage religieux, jusqu'à cette date, avait la même valeur que celui contracté devant le Maire. Le certificat de Baptême avait aussi la même valeur que l'acte de naissance délivré par la Municipalité. Les staliniens se livrèrent à un certain nombre de persécutions. La police secrète (l'U.B.) exerça des pressions sur certains fidèles. Certains évêques furent incarcérés. Mais, jamais, ils n'osèrent s'attaquer de front à la puissance de l'Eglise. Depuis la nationalisation de ses biens, celle-ci refuse de payer ses impôts. Or ces impôts ne sont pas prélevés sur le culte, mais sur les terres exploitées, sur les immeubles en location, sur les entreprises commerciales qui travaillent dans le giron de l'Eglise. On peut imaginer ce qui se produirait en France si, par exemple, les Editions de la Bonne Presse refusaient de payer leurs impôts au Ministère des Finances. C'est pourtant ce qui se produit en Pologne depuis quinze ans. On peut citer notamment le cas de la Société d'Editions de l'Université Catholique de Lublin. L'Etat reste impuissant devant ce refus.

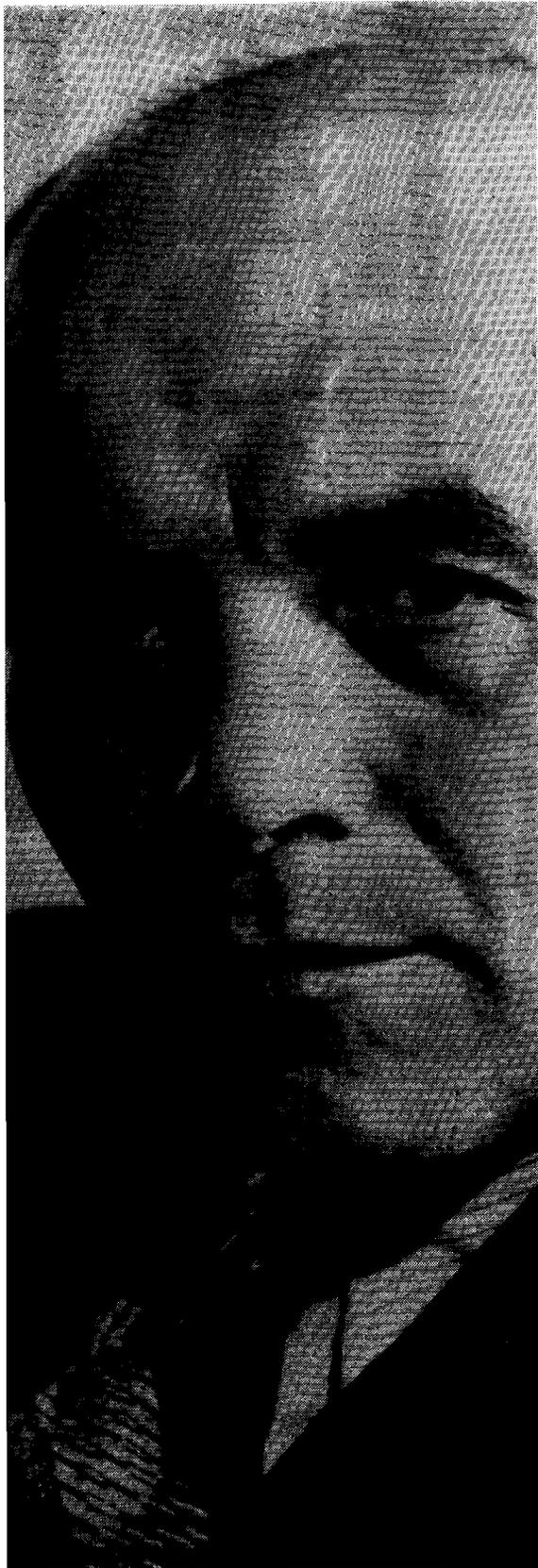
LA CARTE PROGRESSISTE ET LE MOUVEMENT « PAX »

Les communistes n'ont jamais cru qu'il serait possible de « casser » l'Eglise. La politique traditionnelle du gouvernement polonais fut, jusqu'à présent, de jouer la carte « progressiste » contre le Primat de Pologne, le cardinal Wyszenski. Car l'aggiornamento n'est pas un phénomène nouveau. Il a en Pologne un Précurseur de choix... et de choc ! en la personne de M. Piasecki, fondateur du Mouvement « Pax ». On a pu affirmer que « Pax » est l'émanation de l'U.B., donc un organe de l'appareil policier, que M. Piasecki, condamné à mort par les Soviets pour faits de résistance, a eu la vie

sauve au prix d'un engagement formel d'asservir l'Eglise au profit de la révolution communiste. Une chose est certaine : « Pax » est l'enfant chéri du gouvernement polonais et l'adversaire déclaré du cardinal Wyszenski. Le « Slowo Poowszechne », quotidien de « Pax », tire à plus de 80.000 exemplaires, c'est-à-dire presque autant que le journal français « La Croix ». La fortune de « Pax » est comparable à celle du trust Schneider ; c'est la plus puissante entreprise privée de Pologne ; des députés sont présentés aux élections. Il y



Mgr WYSZENSKI
Les résistances de l'Eglise



GOMULKA
Les subventions de l'Etat

25 diocèses
6.000 paroisses
15.000 prêtres
3.000 couvents
30.000 religieuses
10.000 religieux
1.600 étudiants à l'Université catholique de Lublin ;
500 étudiants à l'Académie catholique de théologie de Varsovie.

en a actuellement cinq à la Diète de Varsovie. L'influence de « Pax » dans les milieux catholiques n'est pas négligeable, surtout dans les villes et dans les milieux intellectuels. Un autre mouvement progressiste existe, l'Association Chrétienne et Sociale, dont l'hebdomadaire, le « Za i Przeciw » tire à 55.000 exemplaires, c'est-à-dire davantage que son homologue français, « Témoignage Chrétien » (44.000 exemplaires).

LE MATCH A EPISODES WYSZENSKI - GOMULKA

Depuis 1956, le régime communiste s'est libéralisé. M. Gomulka, qui avait été emprisonné par les staliniens en même temps que le cardinal Wyszenski, est devenu premier ministre. Gomulka est un homme peu cultivé et sectaire. Il ne modifia que très peu sa politique à l'égard de l'Eglise. A ses yeux, le cardinal Wyszenski était un adversaire politique et l'Eglise, le lieu de rencontre de toutes les oppositions au régime. Mais le match perpétuel entre le « Dictateur » et le « Monarque » finissait par lasser un certain nombre de dirigeants communistes, soucieux des effets que peuvent avoir dans le monde libre, les campagnes de presse orchestrés par les catholiques. Les dirigeants soviétiques notamment, ne comprenaient pas pourquoi il était impossible d'arriver à un accord entre l'Etat et l'Eglise. De tels accords avaient été réalisés, en Hongrie notamment. Le Kremlin aurait-il fait pression sur Varsovie pour qu'une solution plus souple et plus conciliante soit adoptée ? Toujours est-il que, répondant à la presse communiste qui accusait l'épiscopat polonais d'avoir remis en cause le bien-fondé de la Ligne Oder-Neisse, M. Gomulka déclarait sur les antennes de la radio : « On ne saurait accuser les évêques polonais de vouloir faire des concessions en ce qui concerne

tenos frontières. Au nom de la vérité, il faut bien le reconnaître » (14 janvier 1966).

Ce qui est sûr, c'est que le cardinal Wyszenski s'est rallié à la conception communiste des frontières occidentales, sur les instances de Paul VI. Car le Vatican est entré dans le jeu. Malgré une certaine sympathie pour le Primat de Pologne, on commence à le trouver un peu gênant. N'a-t-il pas été l'un des éléments « réactionnaires » du Concile Vatican II ? N'est-il pas l'idole des intégristes catholiques de tous les pays ? Le Pape a chargé son sous-secrétaire d'état aux affaires extraordinaires, Mgr Casolari, de prendre contact avec le gouvernement polonais, en la personne de M. Zenon Klisko, homme de confiance de Gomulka. Celui-ci ne serait pas fâché de « court-circuiter » le cardinal Wyszenski. Pour cela il a le choix entre deux solutions : Soit essayer de faire nommer d'autres cardinaux, ce qui abaisserait le prestige du Primat ; soit d'encourager le projet formulé par Paul VI, de se rendre en Pologne. Wyszenski s'est toujours opposé à la nomination d'autres cardinaux.

PAUL VI VA-T-IL SE RENDRE EN POLOGNE ?

Et quant au voyage pontifical, il sait parfaitement que, s'il se réalise, il lui serait difficile par la suite de continuer ses attaques contre l'Etat Communiste. Paul VI en Pologne, c'est l'absolution de Gomulka, c'est la preuve que l'Eglise s'accommode du communisme. C'est pourquoi le cardinal tente actuellement, avec un certain succès, de ranimer la querelle entre l'épiscopat et le gouvernement, afin que le Vatican renonce à son projet. Mais c'est là un projet bien aléatoire.

Jacques DEVIDAL



QUAND PIERRE CLOSTERMANN

NOVEMBRE 1944, le Messerschmidt 262 à réaction piloté par Walter Nowotny, s'allume brusquement comme une torche en plein ciel de gloire. Nowotny n'a pas vingt-quatre ans, mais plusieurs centaines de missions aériennes à bord des appareils de la Luftwaffe, 258 victoires, la Croix de Fer avec feuilles de chêne, épées et brillants.

lante et hors-série d'un jeune héros : 1930 : l'Autriche. 1938 : La Luftwaffe, puis le Front de l'Est en 1942. Il devient le « Tigre de Wolchoströj ». 1943 : Nowotny prend la tête de la Chasse aérienne allemande, aux commandes des Messerschmidt 109, des F.W. 190 long-nez et des premiers intercepteurs à turbo-réacteurs Me 262.

Le chapitre que je consacrai à Walter Nowotny provoqua sinon un scandale du moins une grande surprise...

La tempête s'est aujourd'hui calmée, la mer des passions s'est retirée pour faire place au rivage vierge de la nouvelle Europe sur lequel les pas de la génération montante parcourront les routes de l'avenir.



WALTER NOWOTNY
l'Autrichien de la Luftwaffe

Le livre publié par la Collection Action, « **Le premier des Aigles** » retrace pour la première fois en France les fantastiques aventures du pilote de guerre Walter Nowotny, reconnu par ses pairs de toutes les nations comme l'un des as du monde entier.

De sa jeunesse en Autriche, ses succès sportifs, ses premières victoires, aux dernières phases de la guerre aérienne de la Luftwaffe contre les escadres américaines et les blindés soviétiques, le livre suit, pas à pas, la carrière bril-

« Le premier des Aigles » évoque la vie et la mort du plus grand pilote de chasse de la seconde guerre mondiale tombé à 24 ans

Pierre Clostermann, qui fit partie de ce petit nombre de pilotes de chasse de la R.A.F., les « few », a rédigé la préface de l'édition allemande du « **Premier des Aigles** » dont voici la traduction française :

« En 1947, quand fut publié **Le Grand Cirque**, l'Europe était encore profondément marquée par la guerre 1939-45. Les désirs de vengeance, la haine, les passions agitaient encore comme une tempête le cœur des hommes qui avaient été les protagonistes de ce drame gigantesque.



PIERRE CLOSTERMANN
le Français de la Royal Air Force

La jeunesse n'aura jamais trop d'exemples d'énergie et de courage. Je souhaite que ce livre donne à la jeunesse la force de regarder l'avenir en face et que les gens plus âgés se souviennent aussi en lisant ce livre de la génération sacrifiée par la guerre qui — en dehors de toute interprétation — a en définitive sauvé l'honneur de la nation allemande dans tous les cieux d'Europe. »

François d'ORCIVAL



A collection
ACTION

PRÉFACE WALTER NOWOTNY

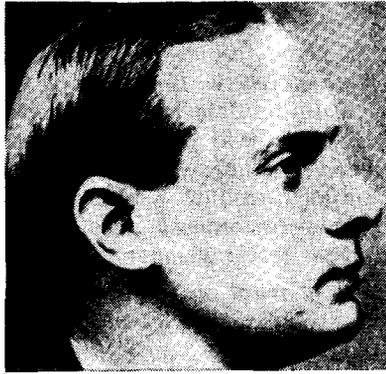
WEEK " "

DE PAQUES 1916 EN IRLANDE



« En cette heure suprême, la nation irlandaise doit par sa valeur sa discipline et la volonté de ses enfants de se sacrifier pour elle, se révéler digne des destinées augustes auxquelles elle est appelée. »

Outre celui de Pearse, figurent au bas de ce manifeste six noms : Connolly, Mac Donald, Thomas Clarke, Ceannt, Mac Diarmada, Plunkett. Le 24 avril, il leur reste environ quinze jours à vivre. Entre le 3 et le



PATRICK PEARSE
Commandant en chef des Armées de la République Irlandaise et Président du Gouvernement Provisoire le 24 avril 1916.
Fusillé le 3 mai 1916.



12 mai ils tombent sous les salves. Et comme Connolly, vétéran des luttes syndicales, est grièvement blessé, on le fusillera sur une chaise.

Insurrection folle, vouée à l'échec certain ! C'est ce que pensent les Britanniques, d'abord surpris par ce coup de force qui ressemble à un coup de tête. C'est ce que pensent aussi des tas d'Irlandais. La province, à quelques exceptions près, ne bouge pas, et peu de Volontaires rallient leurs camarades de Dublin. Les renforts britanniques, eux, affluent, avec l'artillerie. Dans la ville on considère avec commisération ou stupeur ces gamins ou ces vieillards à cheveux blancs qui, armés d'un méchant fusil, engagent une partie perdue contre la toute-puissance de l'Empire. Avec indignation parfois, car au même moment des dizaines de milliers d'Irlandais combattent sous le drapeau de l'Angleterre contre l'Allemagne. Une vieille dame brandit le poing sous le nez d'un jeune volontaire : « Si mon gars était de retour du front, vous auriez vite fait de détalier ! »

Mais les chefs de l'insurrection se soucient peu d'être isolés ou désavoués. La plupart appartiennent à une vieille société secrète, l'I.R.B. (Fraternité Républicaine Irlandaise) plus connue sous le terme gaélique de Fenians. Les Fenians, qui au siècle dernier ont eu recours au terrorisme et qui ont l'appui des émigrés aux Etats-Unis, farouchement anti-anglais, pensent que l'indépendance ne se négocie pas, mais

De nos jours, l'I.R.A. qui dans la clandestinité rassemble tous ceux qui se considèrent en guerre avec l'Angleterre, tant que les six comtés de l'Ulster restent séparés. L'on voit renaître ainsi la vieille division qui mit aux prises partisans de la négociation et partisans de la violence pour régler le difficile problème de l'Ir-

s'arrache. Ils sont à l'affût de toute occasion favorable pour agir.

L'occasion tarde. Au début du siècle, les membres de l'I.R.B. ne sont guère plus de deux mille. Liés par serment, ils s'infiltrèrent dans les organismes autorisés, comme la Ligue Gaélique (c'est le cas de Pearse) ou le Sinn Féin d'Arthur Griffith. Mais la faveur populaire va au parti parlementaire de Redmond, et quand les Communes se décident, en 1913, à voter le Home Rule (autonomie), ses thèses semblent devoir l'emporter.

C'est le moment où le destin se renverse. Les presbytériens de l'Ulster (Irlande du Nord), farouchement hostiles aux catholiques, affirment qu'ils s'opposent par la force au Home Rule. Ils s'arment, avec le concours de l'Allemagne. Du coup, les Irlandais du Sud s'arment aussi. L'Armée des Volontaires est créée. Elle groupe vite plus de cent vingt mille hommes.

« Voici le moment ! » pensent les hommes de l'I.R.B. Ils entrent dans l'Armée des Volontaires, la noyautent, y constituent un comité militaire secret.

Mais l'éclatement du conflit mondial provoque un nouveau revirement. La majorité de l'opinion soutient d'abord la cause alliée, et de nombreux Volontaires s'engagent. Pearse, Connolly, le vieux Fenian Clarke (quinze ans de bagne) pensent que cette guerre n'est pas la leur. Leur guerre est ici. Et puisque l'Angleterre est aux prises avec d'énormes difficultés, le moment est venu de secouer le joug de l'occupant. Qu'importe que le nombre des Volontaires soit tombé à douze mille ! En novembre 1915, le conseil suprême de l'I.R.B. fait serment de déclencher l'insurrection avant la fin de la guerre. Et à Noël, le comité militaire secret fixe la date de l'in-

surrection au dimanche de Pâques.

« L'insurrection est un art » disait Lénine. Si on se réfère à cette définition, les hommes des Pâques sanglantes furent de piètres artistes. Ordres, contre-ordres, erreurs de transmissions, divisions chez les chefs, ruinèrent au départ de faibles chances. Sir Roger Casement, Anglais rallié à la cause irlandaise, avait gagné l'Allemagne pour tenter d'obtenir l'envoi d'un corps expéditionnaire. Il dut se contenter d'armes embarquées à bord d'un cargo, l'Aud, qui ne trouva personne au point de débarquement sur les côtes d'Irlande et, repéré, se saborda. Casement lui-même, qui rallia l'Irlande à bord d'un sous-marin allemand, pour empêcher une insurrection qu'il savait vouée au désastre, se fit prendre.

Pendu quelques mois plus tard pour trahison.

Mais les Pearse, les Mac Diarmada, les Connolly et les Clarke croyaient-ils au succès ? « Nous serons quelques-uns — avait prédit Pearse, et ils nous prendront tous. » La grandeur de ces hommes n'est pas d'ordre militaire, mais mystique. Avant tout, ils veulent témoigner par le sacrifice et par le sang de l'invincible résolution de l'Irlande.

La poignée d'hommes qui combattit farouchement, dans les ruines amoncelées, du lundi de Pâques au samedi à 15 h. 30, ne pouvait forcer le sort. Elle força le cœur des Irlandais. Les quolibets et les irritations firent place, en quelques jours, en une admiration émue pour ces garçons toujours debout sous les mitrallades et les obus. Et quand les prisons se furent refermées sur les captifs, on vit, massées aux portes, des foules d'Irlandais silencieux, qui priaient, un rosaire entre les doigts.



Illustrations de
Yann KERARVOR

lande divisée. Car la question de l'Ulster non résolue après le traité avec l'Angleterre fut une des raisons principales qui provoquèrent en 1922 une cruelle guerre civile. Depuis, dans la clandestinité, l'I.R.A. a poursuivi ses activités, interrompues parfois, mais renaissant en de soudaines explosions...

En cette fin de semaine, alors que le drapeau blanc remplace le drapeau tricolore, que Valera ne s'est pas encore rendu aux usines Boland, que la loi martiale s'abat sur Dublin, que les tribunaux expéditifs s'installent, que les pelotons se préparent avec la chaux vive pour la fosse commune, l'orgueilleuse puissance anglaise commence à perdre la partie.



Un jeune gars costaud n'oubliera plus les outrages infligés sous ses yeux à Clarke, le vieux Fenian, insulté, frappé et laissé entièrement nu pendant des heures sous la pluie. Quatre ans plus tard, Michael Collins est le stratège redouté de l'I.R.A. (Armée Républicaine Irlandaise).

Il faut quelques semaines pour que l'écho de l'insurrection, retardé par la censure, parvienne à un soldat irlandais de dix-huit ans, enrôlé dans les troupes qui, sous les ordres du général Townsend, combattent en Irak contre les germanotures. Pourquoi cette insurrection ? Qui sont ces « meneurs » qu'on a fusillés et dont le soldat Tom Barry entend pour la première fois prononcer les noms ? Ces questions entrent dans la tête du « boy » irlandais. Elles n'en sortiront plus. Revenu au pays, Tom Barry deviendra le chef de l'I.R.A. dans le comté de Cork.

C'est ainsi que commencent toutes les grandes luttes de l'Histoire.

Par un travail silencieux dans quelques consciences.

L'insurrection manquée de 1916 fut le choc décisif qui ébranla l'âme irlandaise et rendit caduques les thèses des conciliateurs. Aux élections de 1918 le peuple vote en masse pour le Sinn Féin dont les candidats, pour la plupart, sont en prison. La minorité vaincue s'est muée en un vaste mouvement populaire.

Mais pour vaincre il faudra encore la force qui s'appuie, cette fois, sur la tactique de la guérilla inspirée de celle des Boers.

Sans le sacrifice des héroïques combattants de Dublin, il est probable que le séparatisme irlandais n'aurait pu triompher. Mais on ne doit pas isoler ces cinq jours glorieux d'une série de facteurs qui les rendirent possibles : les traditions de lutte créées par six soulèvements vaincus, le souvenir de la grande famine du XIX^e siècle, l'union des intellectuels nationalistes et des travailleurs comme Connolly, le soutien matériel et spirituel des émigrés d'Amérique, et, avant tout, l'inlassable travail clandestin accompli par « l'appareil » de l'I.R.B. En cette mince phalange qui en dépit des échecs et des persécutions ne renonça jamais, s'incarna la volonté farouche de l'Irlande d'être, par les armes, libre et souveraine.

Roland GAUCHER

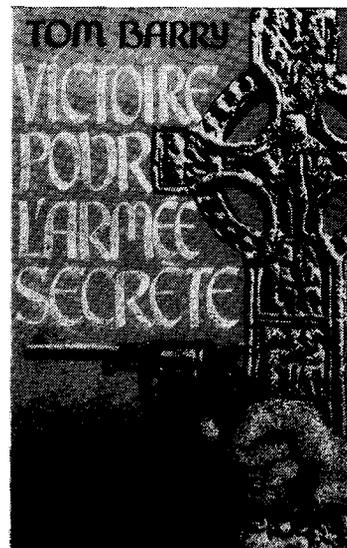


Si ce récit historique vous a intéressé et si vous voulez découvrir l'histoire des mouvements nationalistes en Europe, vous lirez, du même auteur :

ROLAND GAUCHER :
LES TERRORISTES
(éditions Albin Michel)

et si vous voulez connaître les conséquences du soulèvement nationaliste irlandais de Pâques 1916, vous lirez le récit d'un officier de l'I.R.A. :

TOM BARRY
VICTOIRE POUR L'ARMÉE SECRÈTE
(Collection Action)



LES LIVRES POLITIQUES

LA METAMORPHOSE EXPLOSIVE DE L'HUMANITE, de Henry PRAT.

Ce dix-huitième volume de l'Encyclopédie *Planète* résume et explique tous les autres ; il nous donne aussi l'occasion de parler un peu de cette collection. Que le monde aujourd'hui soit en mue, qui le nierait ? Mais Henri Prat traite la question sur un mode particulier : des faits, il tire des leçons et des impératifs moraux qui nous sont étrangers. Tout est d'ailleurs dans ce mot de Teilhard de Chardin, cité en exergue : « Il s'agit maintenant pour nous, si nous ne voulons périr, de secouer les anciens préjugés et de construire la Terre ». Ce qui n'a évidemment aucun sens, mais *Planète*, fidèle à son étiquette, en tire la justification de métissage physique et mental qu'elle recherche. L'imagerie relève de la propagande, la préface d'André de Cayeux est un modèle de confusionnisme, la conclusion est parfaitement claire : pour achever la conscience universelle, il faut participer de la fusion générale. (Editions *Planète*. 17 F).

KENNEDY. de Théodore C. SORENSEN.

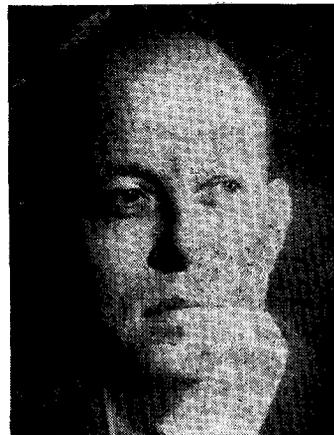
En janvier 1953, un sénateur du Massachussets, dont le père avait eu des sympathies pro-allemandes en 1938, et dont le frère fut conseiller de Mac Carthy, engageait comme adjoint politique, le jeune Ted Sorensen. Onze ans plus tard, il repose au cimetière d'Arlington, de l'autre côté du Potomac, face au Lincoln Memorial de Washington. Ce fut le plus progressiste des présidents américains depuis Roosevelt : John Kennedy, un certain charme en plus, une certaine guerre en moins. Les souvenirs de Sorensen sur cette période capitale sont pleins d'intérêt, notamment à propos des mécanismes électoraux de 1960, qui portèrent Kennedy à la Maison-Blanche, et sur le débarquement américain de la Baie des Cochons, préparé contre Castro par la CIA, et auquel Kennedy s'opposa violemment. Le livre de Sorensen est paru cet été aux Etats-Unis, en même temps que les mémoires d'un autre politicien de l'équipe Kennedy, Arthur Schlesinger. L'un et l'autre manuscrit ont été utilisés concurremment en feuilletons dans les magazines. Le style s'en ressent un peu. (Gallimard. 25 F).

SOCIOLOGIE D'UNE REVOLUTION. Frantz FANON.

On réédite sous ce titre l'An V de la révolution algérienne paru, en 1959, sous la plume de l'un des apôtres du Tiers-Monde, d'un homme qui vit dans la guerre des races un prolongement naturel à la guerre des classes, Frantz Fanon. Avec 7 ans de recul, cette lecture n'est pas sans intérêt. L'auteur aurait-il approuvé cette réédition ? On peut en douter, tant l'actualité a démenti les élans donnés à cette apologie du terrorisme F.L.N. Il faut lire en particulier le chapitre *l'Algérie se dévoile*. Fanon y explique laborieusement que la participation des Algériennes à la guerre, véritable révolution à l'intérieur de la Révolution, leur a donné des lettres de noblesse pour leur émancipation, parce qu'il appelle avec suffisance « une nouvelle dialectique du corps et du monde ». Las ! L'Algérie est « libérée », mais Ben Bella est toujours en prison. Et avec Boumedienne, les tabous coraniques, l'oppression islamique ont repris leurs droits. La femme a retrouvé la condition dont elle était un instant sortie, et c'est aux mêmes éditions Maspéro que Fadéla M'Rabet confiait l'an passé la situation dramatique de la femme algérienne. Fanon écrit sans rire « C'est le blanc qui crée le nègre », mais ce mépris tirailé entre deux hérédités, a lui-même créé l'objet de son analyse. Le F.L.N. n'aura même pas eu les vertus romantiques qu'il lui attribua. La liberté de la femme en Algérie fut un de ses rêves. Selon le vœu de l'auteur, De Gaulle a « brisé les féodalités européennes ». Mais c'est Fanon qui est mort. Avec toutes ses illusions. (Maspéro 8,90 F).

Les Mémoires de DIRK RASPE

C'ETAIT le dernier hiver de la guerre. L'homme se cachait à la campagne, près d'un bois saccagé. Il avait cru au « socialisme européen ». Il avait chanté la chanson proscrite et salué « un seul drapeau rouge sur la cime des Alpes ». Mais c'était fini. Les Américains et les Russes allaient être vainqueurs dans quelques semaines. L'homme avait choisi le camp des vaincus. Il allait mourir. Son



œuvre serait inachevée. Ce serait son dernier livre. Il l'avait appelé *Les mémoires de Dirk Raspe*. *Dirk*, c'était lui. C'était aussi une image de lui-même : Van Gogh, le peintre hollandais, le Nordique fou de signes et de couleurs, qui voyait le soleil tourbillonner dans le ciel de Provence. Ce livre, c'était son histoire : les jeunes années au pays noir. Le charbon et la misère. Les moulins et les champs. Les corbeaux sur la plaine. L'amour. La peinture. La recherche de l'infini. La course des nuages. Dernier cri d'un homme qui va mourir. Un cri inachevé, un cri qui nous blesse à jamais, un homme que nous ne pourrions oublier. Cet homme, c'était Drieru la Rochelle.

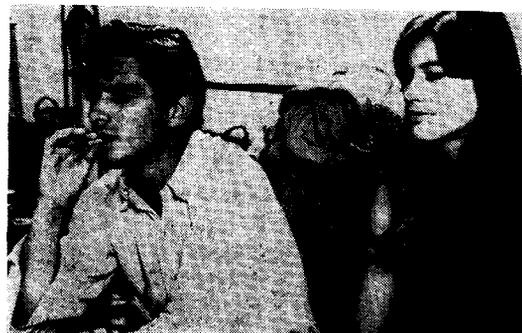


L'IMPERATRICE ROUGE de JOSEF VON STERNBERG.

Aucune histoire du cinéma ne mentionne ce film de von Sternberg, et même la cinémathèque l'ignorait à demi. C'est sans doute pour se rattraper que les chroniques ont véritablement déliré sur son compte. Il ne faut pas tomber dans cet excès. Cette vie de « l'impératrice rouge », c'est-à-dire de la grande-duchesse Catherine de Russie, est parfois maladroite, la psychologie sommaire, l'action un peu lente. Mais devant un tel film, il faut accepter les conventions et aimer la beauté fantasmagorique, le moment unique de scènes telles que le mariage de Catherine, sorte de séquence admirable où se combinent la facture des *Rapaces* de Stroheim, et d'*Ivan le Terrible* d'Eisenstein. Retenir enfin tout ce qui est de la même veine : la Russie tsariste qui s'écroule, la splendeur statique des images, la minutie baroque d'un décor à la Max Ophüls, l'horreur sacrée de la vie impériale, le pays enfin dominé et le galop des chevaux dans les escaliers du palais de la nuit.

UNE BALLE AU CŒUR de JEAN-DANIEL POLLET.

On a rarement vu un film aussi attachant par certains côtés, et gâché avec autant de bonne volonté. Cette histoire d'un jeune aristocrate de Sicile en quête de sa terre, volée par la Mafia, n'était pas un mauvais sujet. Mais elle n'a plu qu'au producteur. L'auteur et les acteurs s'en désintéressent complètement. Sami Frey est d'une vacuité totale, Françoise Hardy d'une ânerie à crier, le scénario sans intrigue, les dialogues plus faux les uns que les autres. Et pourtant il reste la fraîcheur du ton, le travail étonnant d'association des couleurs même s'il frise parfois le maniérisme, en un mot tout ce qu'il n'y a pas, d'ordinaire, dans un film d'action. On ne mélange pas impunément poésie grecque et parodie policière.



TOUT OU RIEN de CLIVE DONNER

Tout ou rien a rapporté à Clive Donner de quoi passer de la jeune école au film à grand spectacle. On ne peut pas dire qu'il ait raté son entreprise. Mais il y a peut-être perdu un peu. L'humour a tourné au loufoque (de qualité, d'ailleurs). Il n'y a nulle histoire racontable dans cette épopée burlesque où l'on trouve pêle-mêle, au hasard des images, une pointe de Lewis Caroll, les clichés américains quand ils veulent décrire Paris, beaucoup de bruit, un peu de fureur, et surtout une excellente critique de la société à l'heure de la psychanalyse. Peter O'Toole manque d'espace vital, Peter Sellers est parfait en psychanalyste aliénable, les personnages féminins sont adorables, agaçants, envahissants, désirables, exécrables : Clive Donner semble ne pas dédaigner l'antiféminisme militant, quoique avec beaucoup d'esprit. Peut-être le spectacle est-il un peu trop du style *Playboy* revu par les Marx brothers. Mais le tableau de ce monde névrosé par la sexualité, plaisant au premier abord, n'est pas sans laisser réfléchir. Il est douteux que freudiens et marxistes l'apprécient. *Pussy Cat* dénonce leurs manies, et les tourne en ridicule.



LA MELODIE DU BONHEUR de ROBERT WISE.

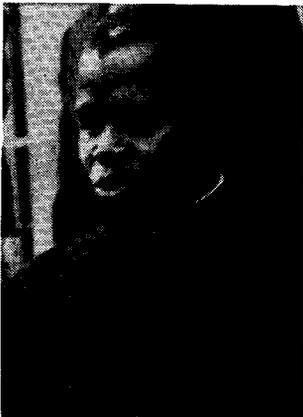
Trois tonnes d'orgeat et de rahat-loukoum fourrés, recouvertes de crème Chantilly de première communion. De quoi rendre malade un régiment. Le triomphe de la naïserie drapée du manteau de l'ordre moral. Julie Andrews, Brigitte Bardot des orphelins d'Auteuil, après avoir failli rentrer dans les ordres, se fait jeune fille convenable dans la famille Trapp. Tout ce petit monde chante et danse sous le ciel bleu d'une Autriche de carton-pâte, avec la bénédiction des patronages et de la *Veillée des Chaumières*. A mourir d'ennui. Il faut souhaiter la mort prochaine de cette monstrueuse famille.



LE NOUVEAU JOURNAL DE M. PICKWICK

15 février. Louis Malle vient d'écrire à Henry Chapier, critique de cinéma à **Combat**, qui lui a consacré un livre : « Je ne vous considère plus comme mon ami ! Ne m'envoyez plus le journal où vous écrivez ». La raison : Chapier a eu le malheur de ne pas aimer le film **la Vie de château**, pour lequel Malle a des tendresses inexplicables. **Combat** dénonce ce chantage des auteurs sur la critique.

17 février. Lu dans la presse portugaise le bruit fait par le livre de Fulbert Youlou : **J'accuse la Chine**. A Lisbonne, où la question angolaise est plus que jamais d'actualité, on apprécie plus qu'à Paris, les révélations de l'ancien président congolais. La pénétration chinoise est la trame de fond de l'actualité africaine, mais il ne fallait pas le dire en



L'ABBE YOULOU

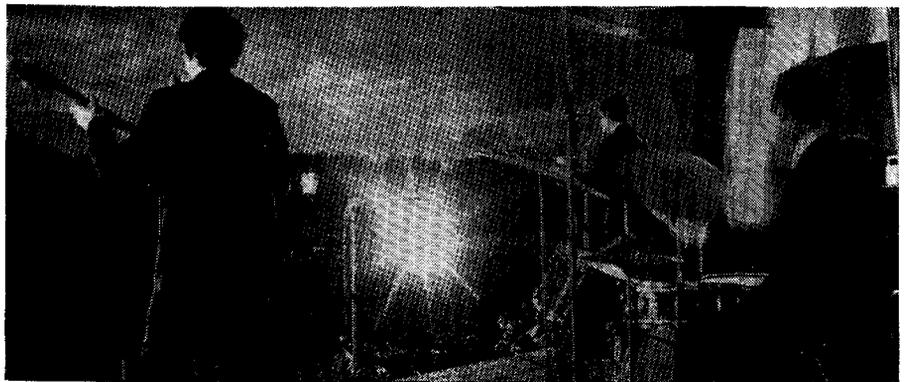
France : pour manque de subtilité gaulliste, l'abbé Youlou a été refoulé à son arrivée au Bourget. (**J'accuse la Chine**. Table Ronde. 14,40 F).

21 février. Selon le **Nouveau candide**, le « yé-yé des idoles », serait en voie d'extinction : « Chats sauvages » et « chaussettes noires » ont disparu, Vince Taylor émigre on ne sait où, Johny Halliday se reconvertit. Que donnera la suite ? En tout cas le yé-yé a bien servi le Régime, quand il le fallait : sexualiser l'enfance, infantiliser la sexualité, désamorcer la révolte. On ne pouvait faire mieux.

18 février. Dans la **Nation Française**, le monarcho-gaulliste Boutang traite de tous les noms le « libelliste Bourdier », coupable d'avoir montré le vrai visage du Comte de Paris dans un excellent livre paru à la Table-Ronde. Boutang n'en avait jamais autant dit contre le Régime. La tradition de la trahison est enracinée chez les Orléans, mais la N.F., experte en scolastique, ne veut pas qu'on le dise. L'aveuglement politique revêt décidément toutes les formes.

8 mars. Signature à la Librairie de l'Amitié, Jean-André Faucher dédicait ses ouvrages, mais particulièrement **les Carnets d'un Fédéré** (Collection Action. 13,90 F). Les invitations reproduisaient un laisser-passer de la Commune de 1871, et on remarquait les vitrines ornées de photos, gravures, drapeaux de l'époque. Parmi les personnes présentes, plusieurs descendants des Communards célèbres, réunis autour du fameux tonneau de Beaujolais.

AU SERVICE DU REGIME
La fin des idoles



1^{er} mars. On a provisoirement fermé la nouvelle boîte « dans le vent », le **Bus Palladium**, rue Fontaine. On y hurlait en chœur tous les soirs, et les voisins se sont lassés. On les

comprend. La faune était colorée et venait de tous les coins du monde. Formule simple : hurlements, amplificateurs, transe collective. Interrogés par la presse amusée, les « parti-

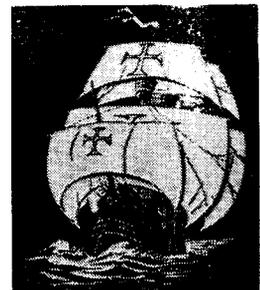
cipants » confirmaient : c'est le vaudou d'Occident, la fusion universelle par l'abrutissement. Malheureusement, le « Bus » rouvrira.

11 mars. Participé à l'un des débats de la Semaine de la Pensée Marxiste, « les problèmes philosophiques de la liberté ». Tout ce beau monde a entonné en chœur le refrain : « être libre, c'est n'être plus aliéné. » Mais que faire devant l'aliénation intérieure, celle qui diminue les aptitudes et les capacités ?

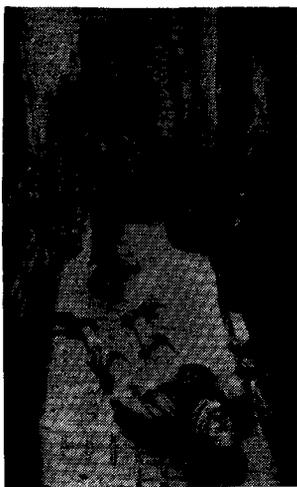
Au sommaire du n° 22 (février 1966) :

Editorial de Jean Haupt : « **Pas d'ennemis à droite !** » ; Professeur Fraga de Azevedo : « **Quatre siècles au service de la santé humaine** » ; Prof. Pierre Goinard : « **Un siècle de chirurgie française en Algérie** ».

DECOUVERTES — R. Artilharia Um, 48, 1^{er} Dt^o, Lisbonne (Portugal).

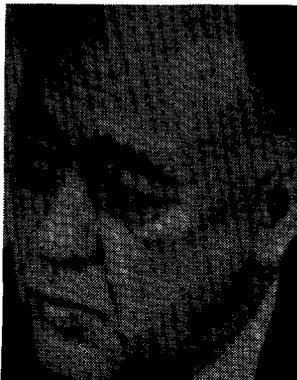


DECOUVERTES



↑ 1957
LA BATAILLE D'ALGER
1830 →

9 mars. On joue le dernier Ionesco, la **Soif et la faim**. L'auteur de la **cantatrice chauve** passe d'un seul coup de la rue de la Huchette à la Comédie Française ! Son délire donne encore une fois toute sa mesure. Fantômes, rêveries, évasion, exorcisme, inconscient, cauchemar, lé-



IONESCO

vitation, crucifixion, métaphysique, culpabilité, angoisse, psychanalyse : la critique renouvelle peu son vocabulaire et cela forme, à l'entracte, le fond sombre du foyer des artistes. Mais les mots sont justes : Ionesco est un fou dangereux. Sa soif verbale d'éternité traduit son dégoût profond pour le monde et la vie.

27 février. Passé à « La vieille grille », rue du Puits-de-l'Ermite. Au programme la chanteuse Colette Magny, progressiste de choc. Dans son répertoire quelques chants de Noirs angolais dont elle n'oublie pas de préciser que l'auteur, Antonio Jacinto, est pour le terrorisme dans les prisons portugaises. Au « Marquis club » de Poitiers, Colette Magny s'est fait siffler par la salle, et ce n'est pas un mal.

12 mars. Gilbert Bécaud ne chante plus le gaullisme. Il a trouvé mieux. L'ex « M. 100.000 volts » se consacre maintenant à la lutte contre la faim. Il l'a annoncé à l'Olympia. Nous aurons donc des appels et des galas Gilbert Bécaud de solidarité sous-développée ! Et l'auteur de l'Orange d'ajouter : « l'Afrique ? J'attends qu'elle me fasse signe, et j'arrive ». Qu'attend-il donc ?



4 mars. Verrons-nous, oui ou non, « la bataille d'Alger » ? La société « le Nouveau Monde », animée par MM. Albert Smadja et Pierre Autherat, vient d'être créée à seule fin de faire projeter en France

cette « Bataille » due au chef F.L.N. Yacef Saadi, et qui raconte comment les Français furent chassés d'Algérie. Réalisateur : Gilles Pontecorvo. Si le film sort en France, on peut lui prédire une vie mouvementée.

CLOTSEUL
LOSÉLEC
CHATAIGNE C.F.
LA CLÔTURE ÉLECTRIQUE
30 Rue Saint-Augustin PARIS-2^e - OPT 68 45

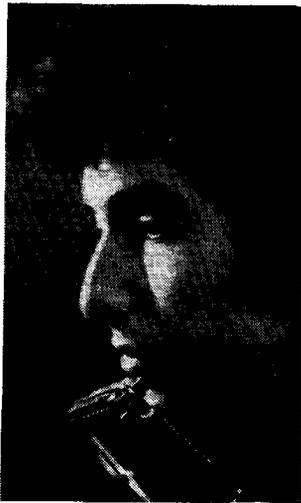
28 février. C'est le film de Jean-Luc Magneron qui a remporté au VII^e Festival des Peuples, à Florence, le « grand prix absolu » (sic). Tourné au Cameroun, il conte l'histoire d'un paysan attiré par la ville, et qui y devient très consciencieusement clochard. Un sujet vraiment passionnant, qui fera beaucoup pleurer dans les salons.

7 mars. Dîné à l'Auberge de l'Ar-Goat. Cadre sympathique, feu de bois, glaives sur la cheminée, et revolvers un peu partout. Marcel fait le service, soigne la lotte à l'américain, et sert le vin blanc dans des verres qui ne doivent pas faire loin du demi-litre. (Auberge de l'Argoat, 27, avenue Reille, Paris-14^e).

2 mars. Passé sur les quais de la Seine, faire la tournée des bouquinistes. De plus en plus de touristes, de moins en moins de livres intéressants. Un seul ne fait pas de concession à la clientèle cosmopolite : il a sa boîte sur la rive gauche, en face de l'école des Beaux-Arts, quai Malaquais. On trouve chez lui une foule de livres politiques (de tous bords !).



SUR LES QUAIS



BOB DYLAN

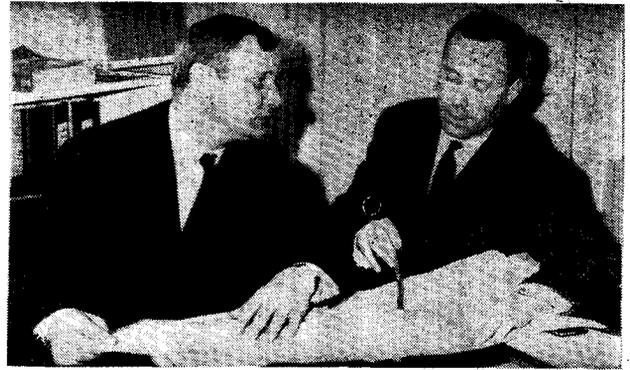
24 février. Entendu le dernier disque d'Hugues Aufray. Le voilà passé au folk-song progressiste : Aufray chante Dylan (Barclay 80 289 S) Dylan, c'est la tête pensante de la chanson marxiste américaine (Joan Bæz, Barry Mc Guire). On retrouve chez lui, malgré les déformations qu'il fait subir avec acharnement à la langue anglaise (le « dylanisme »!) des thèmes sans équivoque : l'histoire de l'étudiant du SNICK venu prêcher le castrisme en Alabama (« Cauchemar

psycho-moteur »), les allégories négro-bibliques Et surtout « Dieu est à nos côtés », devenu refrain pacifiste à Washington.

10 mars. Reçu de l'ami Pieter Wilkinson le disque de Vera Vanderlaan dont il parlait, en janvier, dans son article sur les étudiants américains. Enfin une « alternative constructive » de Bob Dylan ! Vera Vanderlaan originaire du Maryland, vit aujourd'hui dans le Vermont. Elle a créé le folk-song patriotique, et sa chanson « the torch of freedom » est devenue l'hymne des « Young Americans for Freedom » (YAF) depuis août dernier.



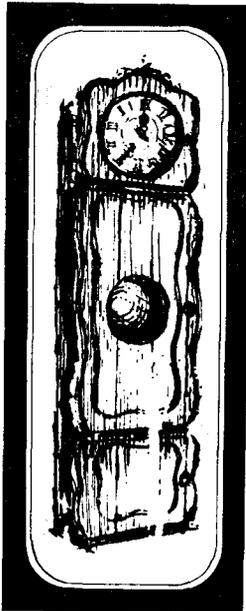
VERA VANDERLAAN
et sa guitare



ROBERT DESROCHES et le Dr GRANDJEAN
médecin de l'expédition

Les autres, du country style, feront le tour de l'Amérique (un disque 45 tours, 1\$). Vera Vanderlaan. West Newbury. Vermont 05085).

6 mars. Relu S.O.S. Sahara, paru chez Flammarion. C'est le récit de la célèbre opération « survie », dont toute la presse et la R.T.F. avaient parlé voici quelques années. Un bel exemple d'audace et d'énergie. Détail amusant : les protagonistes de l'aventure se sont si bien attachés à cette terre d'Afrique qu'ils ont refusé de la voir abandonner. Quand le livre obtint le « prix de la V^e République » (!), le chef de l'expédition, Robert Desroches, était emprisonné pour activisme. Il est maintenant directeur général des éditions Saint-Just.



Les meilleures ventes du mois de Mars

1. Pierre MONTAGNON : Pas même un caillou (Action).
2. Clément ROSSET : Lettre sur les chimpanzés (Gallimard).
3. Fabrice LAROCHE et François d'ORCIVAL : le courage est leur patrie (Action).
4. Erich KERN : la dernière ivresse, France-Empire.
5. Pierre BOURDET : Un certain Philippe Pétain (Casterman).
6. Robert BRASILLACH : Poèmes de Fresnes (Sept-couleurs).
7. Jacques LAURENT : Année 40 (Table-ronde).
8. Martial SENISSE : Carnets d'un fédéré de la Commune (Action).
9. Roland GAUCHER : les terroristes (Albin-Michel).
10. SAINT-LOUP : La nuit commence au Cap Horn (Presses de la Cité).
11. SAINT-PAULIEN : les lions morts (Plon).
12. Arthur KOESTLER : Le cri d'Archimède (Calmann-Lévy).
13. Paul RASSINIER : L'Opération « Vicaire ».
14. Vance PACKARD : L'art du gaspillage (Calmann-Lévy).
15. CHOLOKHOV : Ils ont combattu pour la patrie (Presses de la Cité).

— A LA LIBRAIRIE DE L'AMITIÉ —

68, rue de Vaugirard, — PARIS-VI^e BAB. 34-01



— *La Convention des Institutions Républicaines, qui tend de plus en plus à devenir le parti politique de Mitterrand tient à Lyon son premier grand congrès. Après avoir été une simple fédération de clubs qui travaillaient en ordre dispersé, la Convention est désormais organisée comme un parti, avec un secrétariat national de sept membres qui porte le nom de présidium, un comité directeur de 40 membres, qui porte le nom de Groupe Permanent. Quels sont donc les hommes qui composent aujourd'hui l'état-major du parti Mitterrand ?*



— **Charles Hernu**, président du Club des Jacobins, est né en 1923 à Quimper. Lancé dans la politique par Pierre Mendès-France qui fit de lui un député de la Seine en 1956, il a été pendant onze ans, de 1954 à 1965, à la recherche de cette fédération des partis de gauche que Mitterrand et Mollet ont finalement réalisée. Hernu, depuis 1963, avait été l'artisan principal de la réunion des clubs dans la Convention et cette situation lui a valu d'être désigné comme délégué général de la Fédération de la Gauche. Hernu a épousé une journaliste du « Figaro », Jacqueline Chabridon.

— **Louis Mermaz** est un universitaire de 39 ans. Il appartenait depuis plusieurs années au comité directeur de l'U.D.S.R. so les couleurs de laquelle il s'était à plusieurs reprises présenté vainement aux élections. Depuis que Charles Hernu, appelé à la Fédération de la Gauche, a abandonné son activité à la Convention, c'est Mermaz qui a hérité du poste de délégué général de la Convention, dont il dirige désormais les services administratifs. Il se promène actuellement dans les départements afin de mettre en place les délégations régionales. Il a été le délégué de la campagne de Mitterrand dans la région d'Amiens.

— **Marc Paillet** est un journaliste de 44 ans, moitié Lyonnais, moitié Corse. Il est rédacteur en chef adjoint à l'A.F.P. et, depuis qu'il a fait paraître chez Gallimard un essai intitulé « Gauche année zéro », il apparaît comme le doctrinaire de la Convention. Après la Libération, il animait un groupe trotskyste à Lyon. On le trouva ensuite au P.S.U., à la Gauche Européenne, puis au Club Jean-Moulin. Il est actuellement l'un des dirigeants du club des Jacobins. Il fut l'un des principaux collaborateurs de Mitterrand pendant sa campagne présidentielle et assura notamment la direction de son service de propagande. Il est membre du présidium de la Convention et préside la commission du programme.

— **Louis Périllier** est né à Nîmes en 1900. Il siège au présidium en qualité de président de l'Union Fédéraliste Mondiale. De 1920 à 1932, il fut officier d'active en entra en 1934 dans l'administration préfectorale. Préfet en Algérie, puis résident général de France en Tunisie, il était au moment du 13 mai 1958 Igame à Toulouse et tenta alors d'armer les mouvements de gauche pour s'opposer à l'arrivée des parachutistes. Conseiller-maître en congé spécial à la Cour des Comptes, il est actuellement délégué général du Syndicat français de l'industrie du sucre.

— **Ludovic Tron**, né en 1904 dans les Hautes-Alpes dont il est aujourd'hui le sénateur, siège au présidium en qualité de président de la Ligue pour le Combat Républicain. Inspecteur général des Finances, il fut successivement directeur des Finances au Maroc, secrétaire aux Finances du gouvernement d'Alger en 1942, directeur général des Contributions Directes, directeur du Crédit, puis président directeur général de la B.N.C.I. Il fut membre de l'Union pour le Renouveau et la Sauvegarde de l'Algérie Française.

— **Emile Aubert**, industriel de 60 ans, sénateur socialiste des Basses-Alpes, préside le Groupe Permanent de la Convention en qualité de membre du comité directeur de la Ligue pour le Combat Républicain. Après avoir joué un rôle important dans la résistance dans le Sud-Ouest, il est devenu, en marge de la S.F.I.O., et souvent en opposition avec Guy Mollet, l'un des principaux animateurs des clubs de gauche. Sur le plan des affaires, il occupe une situation importante en qualité de président de la Société mécanique et industrielle et de gérant de la Société des ascenseurs Schlieren-Suresnes.

— **François Abadie**, Pyrénéen de 40 ans, siège au présidium de la Convention au titre de l'Atelier Républicain. Après avoir été président des Jeunesses Radicales, Abadie fut chef de cabinet de René Billères à l'Education Nationale. Au moment de l'affaire algérienne, il prit publiquement parti pour l'Algérie française aux côtés d'André Morice, quitta le Parti Radical, et en novembre 1958 fut élu député-suppléant du XV^e arrondissement dans le sillage de l'ancien préfet de police Jean Baylot. En octobre 1965, il défendit au congrès du Centre Républicain la candidature de François Mitterrand.

— **Jean Baboulène** représente au Groupe Permanent de la Convention les Amis de Témoignage Chrétien. Journaliste, il avait été au lendemain de la Libération,

l'un des fondateurs du journal. Il appartient avec Mitterrand, Aubert, Hovnanian, Roland Dumas, Tron et Périllier au comité directeur de la Ligue pour le Combat Républicain.

— Le journaliste **Joseph Barsalou**, rédacteur en chef de **La Dépêche du Midi**, est né en 1903 à Carcassonne. Il siège au Groupe Permanent au titre de l'Atelier Républicain. Il joua un rôle personnel très important dans la naissance de la Fédération de la Gauche car ce fut lui qui fut le premier intermédiaire entre Guy Mollet et les délégués radicaux Jacques Maroselli et André Cellard à une époque où Maurice Faure refusait d'informer le Parti Radical des propositions que lui adressait la S.F.I.O. La défaite de Maurice Faure au congrès de Lyon et la victoire de René Billères fut en partie l'œuvre de Barsalou. Gendre du général Huntziger, Barsalou est le beau-père de la fille de l'avocat Martin-Sané.

— **Georges Bérard-Quélin**, directeur général de la Société Générale de Presse qui édite la Correspondance de Presse et l'Index Quotidien de la Presse Française, est un des personnages les plus influents de la Fédération de la Gauche. Membre du Comité Exécutif de la Fédération en qualité de délégué du Parti Radical, il est également membre du Groupe Permanent de la Convention en qualité de membre du Club des Jacobins. Il est né à Villeurbanne en 1917. Dans son ouvrage « Partis, Journaux et Hommes Politiques », Henry Coston rappelle que Bérard-Quélin fut pendant l'occupation à Paris le secrétaire de rédaction du journal « La France au Travail ».

— **Pierre Bordier**, inspecteur des Finances de 40 ans, est membre du Groupe Permanent en qualité de membre du Club Pierre Bourdan. Après avoir été l'un des principaux conseillers de Mitterrand pendant sa campagne présidentielle, Bordier est devenu le principal spécialiste des problèmes financiers de la Convention. Il a été le délégué

de Mitterrand dans la région de Niort où il pourrait bien être candidat aux prochaines législatives.

— **André Cellard**, avocat parisien de 44 ans, conseiller juridique de la Fédération de la Presse Française, siège au comité exécutif de la Fédération de la Gauche en qualité de président de la commission de politique générale du Parti Radical, et au Groupe Permanent de la Convention en qualité de vice-président de l'Atelier Républicain. Après avoir mené les négociations entre la S.F.I.O. et le Parti Radical, il fut le rédacteur du programme de la Fédération. Il est actuellement l'un des doctrinaires les plus écoutés de la Convention.

— **Roger Charny**, journaliste de 43 ans, est le secrétaire général de la Société Générale de Presse. animateur du Club des Jacobins, qu'il représente au Groupe Permanent, il a été en toutes circonstances depuis 1954 le second de Charles Hernu. Mendès-France avait fait de lui le secrétaire général de la Fédération Radicale de la Seine, mais il démissionna du Parti en 1959 pour rallier le P.S.U. qu'il quitta en même temps qu'Hernu.

— **Roger Chipot**, né en 1902 à Neuilly, était pendant l'occupation l'un des collaborateurs de Mitterrand au Mouvement Prisonnier. Secrétaire général adjoint de l'U.D.S.R., Chipot fut le trésorier de la campagne présidentielle. Il siège au Groupe Permanent au titre du Centre d'Action Institutionnel. Administrateur de la Grande Maison de Blanc, dirigeant de plusieurs sociétés textiles, président de l'Union des techniciens du graissage, il a une très forte situation personnelle dans le monde des affaires.

— **Georges Dayan**, né en 1915 à Oran, siège au Groupe Permanent au titre du Centre d'Action institutionnel. Depuis 1947, il a été en toutes circonstances le chef de cabinet de Mitterrand chaque fois qu'il fut ministre. On prétend qu'ils se connaissent depuis le régiment.

— **Marcel Delport**, est un ancien sous-préfet âgé de 45 ans. Il fut le chef de cabinet de Mendès-France. Membre du Club des Jacobins qu'il représente au Groupe Permanent, il préside la commission du programme de la Convention et fut délégué de la campagne de Mitterrand à Boulogne-Billancourt.

— **Daniel F. Dollfus** est né en 1916 à Paris. Il est le descendant de l'économiste Dollfus, député au Reichstag. Membre du Groupe Permanent au titre du Mouvement Fédéraliste Européen, Dollfus se présenta aux élections municipales à Auxerre sur la liste de l'indépendant Jean Moreau et aux élections législatives dans le Tarn comme candidat de la gauche. Il est président directeur général de l'Institut français d'organisation et de productivité. C'est le type même du fort-en-thème qui a collectionné les titres universitaires. Il est en effet docteur en médecine, licencié ès-lettres, diplômé d'études supérieures de philosophie, licencié en droit, diplômé d'études supérieures d'économie politique.

— L'avocat **Roger Duveau**, né en 1904 dans la Haute-Marne, siège au Groupe Permanent au titre de la Ligue pour le Combat Républicain. Député de Madagascar en 1946, il fut le secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer du gouvernement Mendès-France en 1954, et le sous-secrétaire d'Etat à la Marine Marchande du gouvernement Guy Mollet en 1956.

— L'ingénieur **Louis Escande**, né en 1913 dans l'Ariège, est député-maire de Mâcon. Il siège au Groupe Permanent au titre de la Ligue pour le Combat Républicain. Après avoir été l'un des chefs de la Résistance en Saône-et-Loire, il est devenu le président de la Commission de la jeunesse de l'Union Internationale des maires et il siège au Haut-Comité des Sports.

— **Claude Estier**, journaliste de 40 ans, fut rédacteur en chef du quotidien progressiste « Libération » avant de devenir rédacteur au « Nouvel Observateur ». Il siège au Groupe Per-

manent au titre du Club des Jacobins et a présidé la commission de politique intérieure de la Convention. Mitterrand lui a confié la rédaction en chef de son bulletin « Le Combat Républicain ». Estier était apparu dans les trois premières Conventions comme l'élément le plus à gauche de tous les dirigeants de clubs.

— **Marie-Thérèse Eyquem**, inspectrice principale de la Jeunesse et des Sports, est née en 1913 à la Teste-de-Buch dont elle est aujourd'hui maire-adjoint. Elle siège au Groupe Permanent en qualité de présidente du Mouvement Démocratique Féminin. Elle est conseillère technique de l'Amicale des sportives françaises après avoir elle-même longtemps pratiqué le tennis.

— **Jean-André Faucher**, journaliste de 44 ans, rédacteur en chef de « Juvénal », siège au Groupe Permanent en qualité de secrétaire général de l'Atelier Républicain. Rapporteur sur la planification à la III^e Convention, président de la commission économique de la IV^e Convention, il fut en 1953 le fondateur du Mouvement Travailleuse National. Il est aujourd'hui, dans les clubs, le doctrinaire d'un socialisme solidariste de tradition philosophique française qui s'oppose nettement au socialisme marxiste.

— **Georges Fillioud**, journaliste de 35 ans, est rédacteur en chef adjoint d'Europe N° 1 où il vient d'être sanctionné par Maurice Siégel en raison de ses prises de position politiques. Venu de l'action militante pendant la campagne présidentielle, Fillioud siège au Groupe Permanent parmi les personnalités isolées qui n'ont encore rallié aucun club.

— **Alain Gourdon**, né en 1928 à Paris, est conseiller référendaire à la cour des Comptes. Il siège au groupe Permanent. Mendès-France lui avait confié au titre du Club des Jacobins en 1955 la rédaction en chef du bulletin « L'Information Radicale-Socialiste ». Il occupa des postes importants de conseiller

du gouvernement cambodgien, puis du gouvernement marocain. Sous le pseudonyme de Julien Cheverny, il est l'auteur de plusieurs essais politiques, « Ces princes que l'on gouverne », « Eloge du colonialisme », Le Carnaval des régents ».

— **Jean-Pierre Gouzy** est un journaliste de 44 ans. Après avoir collaboré en 1945 au quotidien de droite « L'Époque », il se spécifia dans les mouvements européens qu'il représente aujourd'hui au Groupe Permanent. Il est rédacteur en chef de la revue « L'Europe en formation » et l'un des dirigeants de l'Association des journalistes européens. Il assure pour le compte de la Convention, les contacts avec les clubs de gauche étrangers.

— **André Hauriou**, né à Toulouse en 1897, est professeur de droit constitutionnel à la Faculté de Droit de Paris. Il siègea à l'Assemblée Consultative d'Alger, et fut ensuite sénateur socialiste de la Haute-Garonne. De 1960 à 1962, il fut membre du comité politique national du P.S.U.

— **Gérard Jaquet**, médecin de 48 ans, représente au Groupe Permanent la Gauche Européenne. En 1944, il siégeait au Comité parisien de Libération en qualité de secrétaire général adjoint du Parti Socialiste clandestin. Il fut parlementaire S.F.I.O. sans interruption de 1945 à 1958, et plusieurs fois ministre de la IV^e République. Directeur politique du « Populaire de Paris », il en a démissionné en s'affirmant solidaire de Gaston Defferre contre Guy Mollet.

— **Jacques Maroselli**, âgé de 44 ans, fut le plus jeune préfet de la IV^e République. Roger Frey l'a mis à la retraite d'office après qu'il eût été candidat en 1962 contre un U.N.R. Devenu directeur d'une compagnie nationalisée d'assurances, son poste fut supprimé par l'U.N.R. Chenot après la parution dans « Combat » d'un article qui avait déplu à Giscard d'Estaing. Fils de l'ancien ministre radical André Maroselli, il siège au

Groupe Permanent en qualité de président de l'Atelier Républicain et il a été le délégué de Mitterrand dans l'Est pour la campagne présidentielle.

— **Guy Penne**, médecin parisien de 35 ans, est l'ancien président national de l'U.N.E.F. Il siège au Groupe Permanent de la Convention en qualité de secrétaire général du club des Jacobins. Il a été le délégué de Mitterrand dans le département du Vaucluse où il sera sans doute aux législatives l'un des candidats de la Fédération de la Gauche.

— **Pierre Bloch**, ancien ministre socialiste, est encore conseiller général de l'Yonne. Il anima pendant la campagne présidentielle l'Association pour l'objectivité de l'O.R.T.F. et dénonça alors toutes les mesures prises contre les divers candidats de l'opposition, qu'il s'agisse de Mitterrand, de Tixier-Vignancour ou de Lecanuet. Ce fut lui qui obtint une déclaration de Johnny Halliday en faveur de Mitterrand. Le fils de Pierre Bloch est en effet le secrétaire de Johnny.

— **Raymond Marion**, syndicaliste chrétien de 42 ans, siège au Groupe Permanent au titre du groupe syndicaliste Reconstruction qui représente l'aile la plus progressiste de la C.F.D.T. Marion préside la commission de justice sociale de la Convention. Il n'est d'ailleurs pas le seul syndicaliste du Groupe Permanent puisque siègent à ses côtés **Roger Lecerf** de Force Ouvrière, **Pierre Souday**, et **Paul Vignaux**, du Syndicat Général de l'Éducation Nationale.



Lecteurs d'Europe-Action, une maison de confiance se tient à votre service.

DENISE TROGNEE

achète
meubles, bibelots, tableaux,
argenterie...

se rend en province

expertises
partages de succession
expertises gratuites
pour lecteurs d'Europe-Action
et sympathisants

83, rue Legendre, PARIS-XVII^e

10 h. à 18 h.

Tél. : 228-07-11

le soir : 228-34-80

DISQUES ALLEMANDS

Variétés — Folklore — Classiques
documentation sur demande

La maison du disque
Haguenau (Bas-Rhin)

Vrais vins de vigneron
Eau de vie de pays
ANDRE DELACHAUX
171, rue du Général-Leclerc
Marlotte (S.-&M.)
Tél. : 931-90-11
Pur rhum distillé à la Guadeloupe

« La Bretagne Réelle-Celtia »

Tribune libre bretonne
22 — Merdrignac
Abonnement : 10 F. Complet : 35 F.
(197 numéros parus). Spécimen 32 p.
1 F. — C.C.P. 754-82 RENNES.
Pensées d'un jeune Nationaliste : 4 F.
Petite Histoire de la Bretagne Nationale : 4 F.
Nationalisme et Liberté : 1 F.

Récemment Amnistié

P. DUBOIS remonte son entreprise.
Travail de professionnel

**PEINTURE - DECORATION
PAPIER PEINT - VITRERIE
RAVALEMENT**

Philibert DUBOIS, 29, av. Trudaine — Paris (9^e) — Tél. : 253-09-59

ABONNEMENT

Abonnement à la « Lettre hebdomadaire seule ... 30 F
(étranger : 40 F.)

Abonnement à la revue mensuelle seule 20 F
(étranger : 25 F.)

Abonnements aux Cahiers trimestriels seuls 20 F
(étranger : 25 F.)

**Abonnement complet :
60 F au lieu de 70 F.**

(étranger : 75 F.)

à retourner à
68, rue de Vaugirard
Paris-6^e

Nom
Prénom
Age
Profession
Adresse

Ville
Département
Souscrit un abonnement :
(1)

A partir du N° F.

Et verse la somme de :

Par virement postal (2)

Chèque bancaire (2)

Mandat à CCP (2)

Libellé à l'ordre
d'Europe-Action
C.C.P. Paris 21.684.41

(1) Hebdomadaire, mensuel
trimestriel, complet.

(2) Rayer les mentions inutiles.

En vente permanente aux bureaux d'Europe-Action

| | | | |
|----|---|------------------------|---|
| 1 | Abonnement à EUROPE-ACTION mensuel | 20 | F |
| 2 | Abonnement à la lettre hebdomadaire d'EUROPE-ACTION | 30 | F |
| 3 | Abonnement aux Cahiers trimestriels d' EUROPE-ACTION | 20 | F |
| 4 | Abonnement complet à EUROPE-ACTION (mensuel, hebdomadaire, trimestriels) | 60 | F |
| 5 | Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1963 (mensuel) | 25 | F |
| 6 | Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1964 (mensuel) | 15 | F |
| 7 | Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1965 (mensuel) | 15 | F |
| 8 | EUROPE-ACTION : « Qu'est-ce que le Nationalisme ? » | 3 | F |
| 9 | C.E.P.E.O. : « Eléments pour une Economie Organique » | 3 | F |
| 10 | Pierre Hofstetter : Où vont les U.S.A. ? | 5 | F |
| 11 | Robert-Jean Bradout : Les Baïonnettes du Kremlin | 5 | F |
| 12 | Gilles Fournier & Fabrice Laroche : Vérité pour l'Afrique du Sud | 5 | F |
| 13 | Pierre Hofstetter : O.N.U. danger! | 5 | F |
| 14 | Coral : Journal d'un suspect | Prix exceptionnel : 10 | F |
| 15 | Coral : Petit guide des fonds de poubelles | 4 | F |
| 16 | Jean Mabire : Dieu parmi nous (dédiacé) | 14,70 | F |
| 17 | Fabrice Laroche : Salan devant l'opinion (dédiacé) | 15,45 | F |
| 18 | Fabrice Laroche & François d'Orcival : Le courage est leur patrie (dédiacé) | 13,90 | F |
| 19 | Catalogue 1966 de la Librairie de l'Amitié (paiement en timbres) | 2 | F |

Bulletin de commande

NOM Prénom
Adresse

Commande les numéros suivants :
et joint la somme totale de au C.C.P. EUROPE-ACTION, Paris 21.684.41
Le Signature



Vient de paraître
dans la Collection "Hommes et Faits du XX^{me} Siècle"

PHILIPPE HENRIOT

Disque 33 t. 30 cm 30 F (franco 33 F)

Passionnément admiré de ses partisans, passionnément détesté par ses adversaires, Philippe Henriot appartient aujourd'hui à l'Histoire ; il est aussi le premier homme politique qui ait compris la puissance des moyens modernes de diffusion de la parole et qui les ait utilisés avec un talent inégalé.

En vente chez tous les bons disquaires et à la S.E.R.P.
6, rue de Beaune - PARIS 7^e BAB. 41.75
C. C. P. PARIS 20.033.49

comment examiner tous les problemes ?

68, rue de Vaugirard PARIS 7^e

CAHIERS
UNIVERSITAIRES

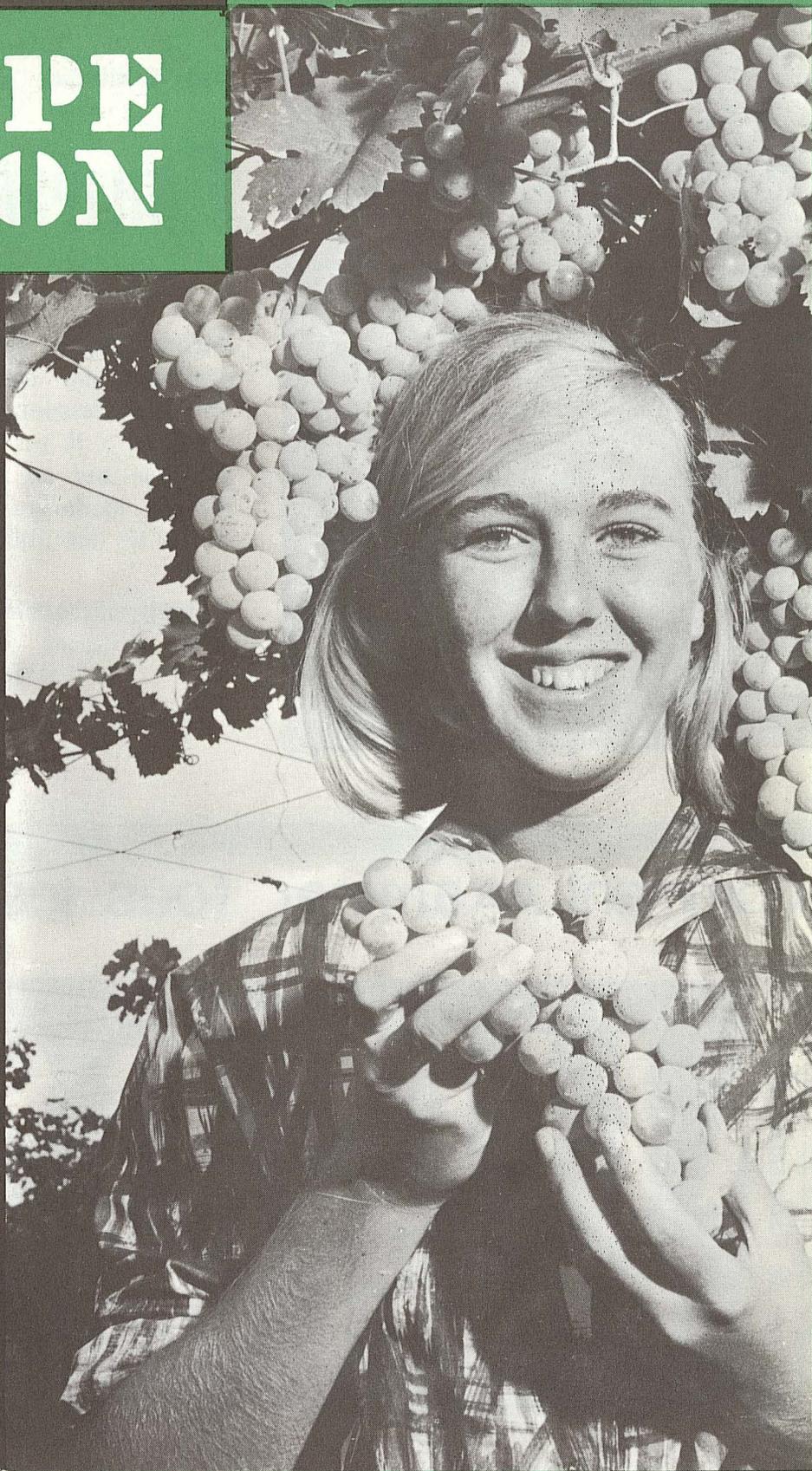
CAHIERS
UNIVERSITAIRES

pourquoi faut il prendre le pouvoir ?

EUROPE ACTION

La Rhodésie est prête à se battre
pour son droit comme pour la liberté.

IAN SMITH



n° 40 - avril 1966

PRINTEMPS

2 F

N.M.P.P.